

# Les Cahiers de la SFSIC

Société Française des Sciences de l' Information et de la Communication

N° 3 - Juin 2008



## Éditorial

Ce troisième numéro des Cahiers de la SFSIC prolonge les débats du 16<sup>e</sup> Congrès de Compiègne. Il s'inscrit, à sa mesure, dans le projet éditorial de la SFSIC maintenant relayé par la nouvelle équipe et son Président, Alain Kiyindou.

Les présidents honoraires de la SFSIC reviennent sur les enjeux auxquels auront été confrontés les pionniers pour la reconnaissance des SIC. Pour autant, ils nous rappellent qu'aujourd'hui rien n'est acquis. La question en suspens est celle de l'unité – unité paradoxale et composite dont le modèle associatif reste toujours à repenser.

D'autres regards encore retracent les déplacements d'intelligibilité théorique qui auront marqué notre histoire. A plus grande échelle, ils nous annoncent que, loin du désordre épistémologique, de tels cheminements paradigmatiques ont maintenant la force et la cohérence de grands programmes.

Nous remercions tous les auteurs pour leurs contributions, à la fois éclairantes et concises. Au-delà des contraintes pratiques, un format éditorial se dessine, livrant l'essentiel dans un style original et souple.

Nous remercions la Région Aquitaine de nous avoir soutenus dans la réalisation de ce travail d'édition. Cette marque de confiance et de reconnaissance institutionnelles nous encourage à poursuivre nos efforts dans la valorisation de nos disciplines.

*Brigitte Chapelain, Gino Gramaccia*

Les Cahiers de la SFSIC : N° 3 - Juin 2008

Pour adhérer à la SFSIC :

<http://www.sfsic.org>

Publication de la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication – [www.sfsic.org](http://www.sfsic.org)

Photo couverture : Sylvie Mazereau : « Histories parallèles » - <http://pagesperso-orange.fr/sylvie.mazereau/sylvie.mazereau@wanadoo.fr>

Crédit photos : Julie Gramaccia, Gino Gramaccia,

Direction de la publication : Alain Kiyindou

Rédaction en chef : Brigitte Chapelain,

Secrétariat de rédaction : Gino Gramaccia

Mise en page et impression : Imprimerie Université Bordeaux 1

Dépôt légal juin 2008. ISSN : 1959 - 6227

Conseil d'Administration de la SFSIC : Claudine Batazzi, Françoise Bernard, Yann Bertacchini, Brigitte Chapelain, Nicole d'Almeida, Philippe Dumas, De La Broise Patrice, Emmanuel Ethis, Olivier Galibert, Gino Gramaccia, Alain Kiyindou, Amar Lakel, Anne-Marie Lulan, Christian Le Moëne, Maria-Caterina Manes Gallo, Cyril Mas-selot, Jean Meyriat, Bernard Miège, Laurence Monnoyer-Smith, Jean Mouchon, Bertrand Parent, Jacques Perriault, Odile Riondet, Hélène Romeyer, Béatrice Vacher.

## Sommaire

### MÉMOIRES, TÉMOIGNAGES.... SFSIC 30ans

- Regards distanciés sur nos commencements. *Jean Meyriat*..... 3
- Les trente ans de Congrès SFSIC. *Anne-Marie Lulan*..... 4
- Les SIC ont-elles toujours besoin d'une société scientifique généraliste ?  
*Bernard Miège*..... 4
- « La nostalgie n'est plus ce qu'elle était ». *Jean Mouchon*..... 6
- Réflexions à propos d'un colloque. *Jacques Perriault* ..... 6
- Travailler à l'unité et à la valorisation des recherches : une posture difficile  
*Christian Le Moëne* ..... 7
- Et si nous apprenions à agir et à penser « collectif » ? *Françoise Bernard* ..... 8
- Optiques politiques... *Gino Gramaccia*..... 9
- Inventons de nouveaux langages ! *Alain Kiyindou* ..... 10
- Hommage à Jean Devèze..... 10

### QUESTIONS DE RECHERCHE : 30 ans d'apports théoriques aux SIC

- Les SIC complémentaires de la philosophie ? *Daniel Bougnoux* ..... 11
- Sémiotique et communication en bonne intelligence. *Jean-Jacques Boutaud* .. 11
- Les apports de la psychologie sociale et de la psychologie pour un pluralisme épistémologique, théorique et méthodologique en SIC. *Didier Courbet*..... 12
- Analyse des discours et des pratiques langagières : quel apport pour les SIC ?  
*Alice Krieg-Planque*..... 13
- L'anthropologie et les sciences de l'information et de la communication  
*Paul Rasse*..... 14
- Cybernétique et sciences de l'information et de la communication  
*Philippe Breton*..... 15
- Les apports de l'économie politique de la communication aux sciences de l'information et de la communication. *Philippe Bouquillion* ..... 16

### DANS L'ACTUALITÉ : Recherches appliquées

- Normalisation et SIC. *Michel Arnaud* ..... 16
- Les SIC pour l'étude de la radio : un lieu fécond ? *Laurent Gago* ..... 17
- Recherches en devenir : les recherches appliquées en SIC. *Yann Bertacchini* .... 18
- Communication et santé. *Dominique Carré* ..... 19
- Recherche fondamentale / recherche appliquée : le terrain comme espace commun. *Bertrand Legendre*..... 19
- La recherche en SHS à l'Université de Technologie de Compiègne :  
Un point sur le laboratoire COSTECH (Connaissances, Organisation  
et Systèmes Techniques). *Laurence Monnoyer-Smith*..... 20

### REGARDS, POINTS DE VUE...

- Sur les débuts de la Société française des sciences de l'information et de la communication. Libre témoignage d'un prof de communication venu des sciences dures. *Jean-Luc Michel* ..... 21
- La dimension technique dans les SIC depuis trente ans. *Odile Riondet* ..... 22
- Les formations en SIC entre spécificité et risque de dilution ?  
*Michel Durampart et Bertrand Parent* ..... 23
- La « question organisationnelle » pour les sciences de l'information et de la Communication. *Christian Le Moëne* ..... 24
- Pour une définition dynamique du symbolique. *Eric Dacheux*..... 25
- Propagandes et autres manipulations. *André Vitalis* ..... 26
- L'Ecole de journalisme et de communication de Marseille. *Lucienne Cornu* ..... 27

### CARTE BLANCHE AUX DOCTORANTS

- Nomadisme, prophétisme et querelles de clochers en Sciences de l'Information et de la Communication. *Serge Chaudy* ..... 28
- SIC et avenir professionnel vus par un étudiant béninois. *Patrick Affognon*..... 29
- Mobilité, interdisciplinarité et opportunités. *Benoit Cordelier* ..... 30
- Approche communicationnelle dans un projet engageant. *Isabelle Pybourdin* .... 31

## SFSIC 30 ans : regards distanciés sur nos commencements

Jean Meyriat, Président de la SFSIC 1972-1986 - [jmeyriat@polymedia.fr](mailto:jmeyriat@polymedia.fr)

Mon nom ouvre le texte d'une des communications présentées au 16<sup>e</sup> congrès (juin 2008) de notre Société. Je suis ainsi interpellé pour quelques lignes, écrites longtemps après la réunion du 25 février 1972 dont nous sommes issus en tant que communauté scientifique. et rappelant les arguments que j'avais alors employés pour faire nommer « sciences de l'information et de la communication » la nouvelle interdiscipline que nous voulions faire institutionnaliser, tout en avouant que notre démarche était surtout opportuniste et laissait posé sans le résoudre un problème épistémologique.

Aucune de ces deux assertions n'a reçu de démenti. Le nom des SIC, arboré depuis l'année précédente par mon ami Robert Escarpit, a été retenu non seulement par les participants à la réunion de 1972, mais aussi par les autorités académiques et ministérielles, et comme allant de soi dès lors qu'était acceptée l'idée de faire sa place à la nouvelle interdiscipline (et c'est pour obtenir celle-là qu'il a fallu encore deux années de démarches et pressions assidues).

Sur la question de fond nous avons provisoirement fait l'impasse ; celle-ci ne s'est pas encore transformée en une route à grande circulation. Le terme de SIC, devenu usuel en France, fait accepter le mariage (de raison ?) de deux « sciences » qui sont dès lors enseignées ensemble dans des cursus universitaires, pratiquées par des chercheurs réunis dans la même savante Société, alors qu'elles sont bien distinctes dans le reste du monde. Cela ne prouve pas que notre intuition unificatrice initiale ait été fallacieuse, mais intuition n'est pas raison. Une théorie de ce qui est commun à ces sciences reste à faire.

Nous n'avons pas tardé en vérité à nous en préoccuper. Dès que nous avons acquis droit de cité, et que j'ai été libéré de la charge représentée par les manœuvres évoquées plus haut, j'ai organisé en 1975 le premier colloque de notre Société, consacré aux rapports entre sciences de l'information et sciences de la communication. Il n'en est guère sorti qu'un petit livre qui pourra intéresser l'historien des sciences. Mais on ne pouvait guère aller plus loin, il était trop tôt. Aucune de nos « sciences » n'avait encore acquis la maturité nécessaire pour s'engager dans une telle confrontation. Un an ou deux plus tard, dans un autre cadre, j'ai fait une expérience différente mais qui

conduit à la même conclusion. J'étais à l'EHESS responsable d'un DEA en SIC. La dizaine d'enseignants-chercheurs qui s'y retrouvaient venaient chacun d'une des spécialités que nous avions signalées dès 1972 comme pouvant faire partie de notre champ. Ils s'estimaient mais s'ignoraient tout autant les uns les autres. Ils constituaient une mosaïque d'éléments presque hétérogènes. Ce dispositif permettait d'encadrer des étudiants, souvent jusqu'à la soutenance d'une thèse, chacun dans son coin, sans ambition transversale. Mais ce n'était pas satisfaisant pour l'esprit et restait très en deçà du projet de sciences à développer. J'ai donc organisé un séminaire réservé à nos directeurs de recherche, qui a tenu une douzaine de séances (chacun y fut très assidu), afin d'essayer de clarifier ce que nous avions en commun. En fait, chacun à tour de rôle a présenté (brillamment) son propre champ de recherche, a été écouté avec intérêt mais fort peu discuté. Dès le départ la communication entre nous se révélait limitée par l'absence d'un vocabulaire commun. Nous avons tous beaucoup appris sur diverses démarches scientifiques, mais pas sur les SIC...

***Un lieu de rencontre intellectuelle comme l'est notre Société est particulièrement nécessaire dans un champ comme celui que nous cultivons, où les intérêts des uns et des autres sont si différents.***

Me remémorant maintenant le médiocre succès de ces initiatives, je me félicite néanmoins de les avoir prises, mais je regrette de ne pas être allé plus loin, ou au moins plus longtemps, dans cette voie. Après quelques années je me suis laissé attirer par d'autres problématiques qui m'ont accaparé. Un des travers que je me connais est ma propension à m'engager à la fois dans trop d'entreprises différentes, ce qui m'empêche de me consacrer pleinement et aussi longtemps qu'il le faudrait à aucune d'entre elles. C'est ainsi que bientôt je laissai à d'autres la charge de trouver et définir ce qui constitue notre (inter)discipline, en quoi elle est science (au singulier ou au pluriel), et en fin de compte à en proposer la théorie – ce qui lui permettra enfin d'obtenir sa pleine légitimité sur le plan cognitif.

Ces travaux fondamentaux, les chercheurs sont heureusement de plus en plus nombreux à les poursuivre. A ceux-là les « fondateurs » ont du moins pu laisser les instruments essentiels pour une recherche collective et permanente. Les Congrès d'abord : le premier, tenu à Compiègne il y a trente ans, était le fruit de l'imagination et de la détermination de Jean Devèze. Il a donné l'impulsion nécessaire à la tenue régulière, tous les deux ans depuis 1978, de ces assises qui sont chez nous la principale occasion pour les chercheurs en SIC de se connaître et de confronter leurs idées. Les périodiques spécialisés ensuite, quoique avec un début bien modeste : c'est en cette même année que je commençai à fabriquer et à envoyer trois fois par an à tous les membres de la SFSIC la Lettre d'Inforcom. Ce n'était pas une revue, pas un magazine, mais seulement un bulletin de liaison entre sociétaires, leur apportant des informations d'intérêt commun pour eux. J'avais espéré davantage : que ce soit aussi le lieu d'un échange scientifique constamment ouvert, où les chercheurs soumettraient à la discussion des idées non encore mûries, des hypothèses, des pistes non balisées. J'ai moi-même, dans les premiers numéros, introduit quelques très courts articles un peu provocants, pour que s'ouvre une discussion. Personne n'a relevé le défi, j'ai vite renoncé. On peut supposer que les interlocuteurs éventuels ont été dissuadés de prendre la plume par la longueur excessive

du délai entre deux parutions ; il a fallu attendre les forums d'aujourd'hui, où la durée est abolie par l'informatique, pour qu'une telle interaction devienne réalisable. Quoi qu'il en soit je garde un souvenir amusé, donc positif, de ces quelques années où j'étais seul pour faire la Lettre, rédiger, demander des contributions, réécrire, faire dactylographier par ma secrétaire des morceaux de texte qu'ensuite nous mettions en ordre et collions sur des feuilles pour constituer des pages, introduire des titres, boucher des trous, relire... et faire parvenir le tout au service de ronéographie de la Maison des Sciences de l'Homme, qui voulait bien nous héberger. J'ai ainsi appris ce qu'il faudrait savoir faire pour prendre en charge une vraie revue ; je le dois à notre Société, et je lui en sais gré.

En réalité, je lui dois des bienfaits plus importants. Elle a bien joué pour moi le rôle essentiel de toute association, savante ou non, qui est de mettre en relation. Elle m'a fait rencontrer et connaître des personnalités remarquables, bien diverses, parfois devenues des amis ; certains m'ont aidé à entrevoir des domaines de la connaissance dont j'ignorais jusque-là l'existence. Un lieu de rencontre intellec-

tuelle comme l'est notre Société est particulièrement nécessaire dans un champ comme celui que nous cultivons, où les intérêts des uns et des autres sont si différents. Découvrir entre eux des principes d'unité est le grand défi lancé depuis ses débuts à notre Société. Il faudra pour le relever beaucoup d'énergie collective ; il faudra faire mieux que les fondateurs. Un autre de mes regrets est de n'avoir

pas su boucher la fissure qui continue à séparer gens de la communication et gens de l'information.. Il est vrai que je suis mal qualifié pour le tenter : j'ose avouer ici que je ne suis pas encore sûr d'avoir vraiment compris ce que doit être une science (à supposer qu'il n'y en ait qu'une) de la communication. Mais j'évite prudemment de le dire : cela pourrait discréditer ma communication.

## Les trente ans de Congrès SFSIC

A.M. Laulan. Présidente de la SFSIC 1986-1990 - [amlaulan@msh-paris.fr](mailto:amlaulan@msh-paris.fr)

Compiègne, en 1978, accueillit le premier Congrès, Bordeaux prit la suite, introduisant déjà un regard moins fasciné par les supports et les formats, s'aventurant dans l'univers plus complexe des filtres culturels, des dissonances entre émetteurs et récepteurs. C'est à Paris que je devins présidente, avec la redoutable charge de succéder au président fondateur, Jean Meyriat. Fin stratège, il m'avait convoquée dans son bureau parisien sous les combles de Sciences Po, pour me demander de prendre la suite. J'avais refusé cette offre, arguant que femme, provinciale, relevant d'une autre discipline, je n'aurais aucune chance et ne jouirais d'aucune légitimité. La réponse fuse : « n'appartenant à aucune chapelle, vous aurez moins d'ennemis. » L'autre candidat, Jean Devèze, enfant du sérail s'il en fut, perdit ce combat fratricide. Les informations, en 2008 sur les choix opérés en commissions de spécialistes ou au CNU, laissent apparaître que la « modestie » ou la force tranquille continuent d'être une valeur sûre, au moins par « défaut » !

L'un des premiers objectifs de ma présidence fut de structurer cette association plus constituée d'adhérents enthousiastes que de connaisseurs des règles administratives.

Entourée de Geneviève Jacquinet au secrétariat général, puis de Jacques Gonnet, nous avons élaboré des statuts, défini la durée des mandats, énoncé les objectifs, puis nous les avons déposés en Préfecture, ainsi que le fameux registre des Conseils d'administrations et Assemblées générales réglementaires.

### **L'un des premiers objectifs de ma présidence fut de structurer cette association plus constituée d'adhérents enthousiastes que de connaisseurs des règles administratives.**

Travail de structuration, direz-vous ! Indispensable en tout cas pour une société qui se veut savante, souhaite éviter les « coups de force » dont les associations lois de 1901 offrent souvent l'exemple. En parallèle à ce formatage administratif, se constituent des groupes de travail qui représentent à mes yeux la force et l'attrait de la SFSIC encore naissante. De

manière spontanée, au gré des affinités et des ressources, des noyaux se forment autour d'objets scientifiques ou de démarches méthodologiques plus précis, dans le vaste périmètre de ce qui s'appelait encore la 58<sup>e</sup> section. L'étude des médias écrits ou audio visuels tient le haut du pavé, mais avec Yvonne Mignot –Lefèbvre la dimension internationale et comparative monte en puissance, vite appuyée par Michael Palmer. Les liens avec l'AIERI se renouent, ils durent heureusement encore. Les études sur l'appropriation des nouveaux outils se multiplient, souvent grâce à des contrats de recherche du CNRS ou du CNET, (Laulan, Perriault Jouet) pendant que l'Ecole critique de Francfort souligne l'importance des infrastructures économiques et des enjeux industriels ou politiques de la communication, entraînée par Bernard Miège. La sémiologie ou les organisations ne deviendront des thèmes que bien plus tard. La SFSIC de ce temps là était plus marquée par un regard sociopolitique que linguistique. Mais les rencontres entre chercheurs débutants et confirmés s'avéraient heuristiques, conviviales souvent enthousiastes. Force de l'adolescence. Que nous réserve la maturité ?

## Les SIC ont-elles toujours besoin d'une société scientifique généraliste ?

Bernard Miège Président de la SFSIC (1990-1994) - [Bernard.miege@u-grenoble3.fr](mailto:Bernard.miege@u-grenoble3.fr)

Loin de moi l'idée qu'il serait inutile ou secondaire de se tourner vers le passé pour envisager et même conforter les perspectives d'une discipline plus d'un tiers de siècle après son émergence. Je suis de ceux qui accordent un grand intérêt aux travaux historiques portant sur la formation des SIC qui ont été engagés, et bien sûr sur les controverses auxquelles ils donnent lieu ; et comme j'ai déjà eu l'occasion de l'écrire, je m'en tiens personnellement à des contributions de *témoin*<sup>1</sup> et ne prétends pas me faire historien. Mais de mon point de vue ces travaux, qui en appellent d'autres sur des

événements plus récents (par exemple sur le tournant ou plutôt le seuil autour de 1990), sont essentiels à la réflexion épistémologique sur l'information-communication.

Et pourtant, répondant à la sollicitation qui m'est adressée à l'occasion du retour à Compiègne, 30 ans après le 1er Congrès, je me projette dans l'actualité et plus précisément dans le moyen terme en tentant de répondre à la question qu'on ne peut que se poser : la SFSIC n'a-t-elle pas fait son temps ? Si avec le Comité français des SIC qui l'a précédée

et lui a donné naissance, elle a effectivement été décisive historiquement, non seulement lors de l'émergence mais par la suite lorsqu'il s'agissait d'une part de se serrer les coudes en faisant face aux nombreuses tentatives visant à réduire la place des SIC dans les Universités, voire à l'éradiquer, d'autre part de tracer, de façon coordonnée, des perspectives de structuration tant en formation qu'en recherche et à l'international, et si donc ce rôle historique ne peut guère être contesté, il n'en va pas de même des justifications à son activité présente. Bien des éléments, pas nécessairement

reliés entre eux, vont apparemment dans ce sens ; je les citerai pêle-mêle :

- la multiplication des lieux de confrontation, d'échange, de mise en commun et même de mutualisation : revues, séminaires, colloques, regroupements par (sous-)spécialités ou orientations scientifiques- méthodologiques, etc. ;
- l'organisation en laboratoires et équipes de recherche, même si beaucoup d'enseignants-chercheurs échappent encore à toute production scientifique régulière ou durable, etc. ;
- les incitations, régionales notamment, à la participation à des programmes ou à des confrontations interdisciplinaires ;
- les obligations croissantes du travail universitaire, sans doute plus l'imposition de normes que la charge de travail elle-même (qui n'a jamais été... faible pour les universitaires rattachés aux SIC) ;
- les coopérations internationales, désormais effectives tout en restant minoritaires ;
- et vraisemblablement des changements profonds d'attitudes vis-à-vis de la carrière universitaire, de la façon de gérer les obligations statutaires et les modalités de légitimation sinon de promotion ou d'avancement (le fait est que les « investissements » personnels tendent à se raccourcir nettement).

A quoi il convient d'ajouter que le peu de dynamisme de la SFSIC elle-même depuis le début du siècle – avec d'incontestables redressements récents – n'a pas contribué à renforcer des motivations faiblissantes (pour les raisons précédemment évoquées).

Dans les autres disciplines trouve-t-on des comportements semblables ? Je n'ai pas les moyens de vérifier mais j'observe que bien des disciplines, installées de plus ou moins longue date, semblent moins sensibles que nous ne le sommes aux effets de court terme et aux dispersions. Les physiciens par exemple accordent beaucoup d'intérêt et de moyens

aux activités de la Société Française de Physique ; les politologues- politistes tiennent une part de leur légitimité et de leur réputation de l'Association Française de Science Politique. Mais c'est plus souvent le lot des interdisciplines devenues/ devenant comme nous des disciplines, de ne pas se doter de regroupements ayant un rôle structurant : ainsi les sciences informatiques.

C'est un fait qu'il n'y a sans doute pas de modèle ou de voie de passage obligée. Mais le pire serait de laisser les choses en l'état, dans un entre-deux, dans une situation de non- choix, proche de l'enlisement.

### ***Il faut faire preuve de vigilance quant aux positionnements des SIC dans les formations universitaires et dans les programmes de recherche.***

Aussi doit-on profiter de ce retour symbolique à Compiègne (où soit dit en passant l'UTC n'a pas répondu aux attentes des organisateurs du 1<sup>er</sup> Congrès qui y voyaient un axe de développement marquant pour les SIC) et répondre collectivement à la question que je posais au début de cette contribution.

Personnellement on aura compris que je soutiens le projet d'une SFSIC active et représentative. Et cette association (pour le 2<sup>e</sup> trentenaire donc) ne peut se limiter à être une collection d'individus ; la représentation institutionnelle (en particulier des labos et équipes de recherche mais aussi d'organisations hors Université et hors 71<sup>e</sup> section) comme ce fut déjà le cas doit y être forte et recherchée. Que le contexte ait changé signifie seulement que la SFSIC se concentre désormais sur des objectifs clairs qui ne redoublent pas des initiatives ou des activités prises en charge dans d'autres cadres (revues, coopérations internationales, programmes de recherche inter-

labos qui ne doivent pas être concurrencés par des groupes d'études et de recherche, etc.).

Mais plus précisément quels objectifs devrait poursuivre cette société scientifique généraliste qui n'a/ n'aurait rien à voir avec une société savante (dont le but, faut-il le rappeler, est l'avancée et la promotion des connaissances dans un domaine du savoir ?

Trois objectifs forts me semblent se dégager :

1-contribuer (c'est encore sa responsabilité principale) à la poursuite de l'édification des SIC, celle-ci étant loin d'être acquise, du point de vue socio- institutionnel assurément mais aussi socio-cognitif (c'est en cela qu'elle a un rôle d'animation scientifique, traditionnellement confié à la Commission Recherche) ;

2-éviter la dispersion voire l'éclatement en sous-disciplines, spécialités ou courants théoriques en poussant aux échanges, confrontations et discussions (c'est en cela que le Congrès de la SFSIC ne saurait être mis sur le même plan qu'un colloque ou une Journée thématique) ;

3-faire preuve de vigilance quant aux positionnements des SIC dans les formations universitaires et dans les programmes de recherche, ce qui s'avère particulièrement nécessaire dans la phase actuelle de recomposition des établissements universitaires et de restructuration profonde de la recherche.

Le paradoxe serait en effet que dans une période d'avancée de l'information-communication, les acquis scientifiques, pédagogiques, et même culturels soient négligés au profit d'approches monodisciplinaires ignorantes des spécificités, à l'élaboration desquelles nous avons progressivement pris part.

Il y a de quoi faire ensemble dans la période à venir.

<sup>1</sup> Voir par exemple le DVD réalisé tout récemment dans la collection Doc en SIC.

## « La nostalgie n'est plus ce qu'elle était »

Jean Mouchon, Président de la SFSIC (1994-1996) - [Mouchon.jean@wanadoo.fr](mailto:Mouchon.jean@wanadoo.fr)

Le contexte d'écriture de ce témoignage m'incite plus à réfléchir sur le présent et les reconfigurations à l'œuvre dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche que de procéder à une énième célébration commémorative: au récit de communion je substituerai le questionnement argumenté, moins consensuel mais plus adapté à la circonstance.

### Pourquoi questionner ces retours réguliers sur le passé au sein de la SFSIC ?

Il ne s'agit évidemment pas de nier l'importance pour chacun d'entre nous, et plus particulièrement pour les nouveaux adhérents, de redonner vie à un passé commun dans ses dimensions humaines et intellectuelles. Il ne s'agit pas non plus de céder aux sirènes de la croyance aveugle dans un présent autosuffisant et auto-signifiant.

Ces fonctions mémorielles sont capitales mais, il faut bien reconnaître qu'il existe aussi une pragmatique de leur usage qui fait sens. Ne peut-on pas penser, inversement aux idées reçues, que la relation du présent au passé instrumentalise la mémoire pour en faire un dérivatif aux difficultés en cours ? C'est la conscience de ce risque qui me pousse à faire le choix de la réflexion dérangeante plutôt que du récit émollient.

### Quelques questions parmi d'autres possibles

Au cours des différentes phases de son développement, la SFSIC a incontestablement pérennisé son mode de fonc-

tionnement interne et son éventail d'offres aux adhérents. Ainsi, d'un Président à l'autre, on a vu s'institutionnaliser les trois commissions : recherche, formation, internationale, sous la direction d'un vice-Président. Cette traduction institutionnelle de trois des principales sphères d'activités du métier universitaire a trouvé prolongement au cours de rencontres attendues (Congrès, journées doctorales, rencontres à vocation internationale...) ou au sein de structures reconnues (affiliation à des associations internationales, groupes de recherches labellisés, portail SFSIC...).

### Définies majoritairement comme interdisciplinaires, les sciences de l'information et de la communication ont-elles vocation à produire des chercheurs, errant de discipline en discipline au gré des opportunités de publication ?

En creux, et malgré ces acquis incontestables, des réflexions désabusées et des jugements négatifs se font entendre de manière récurrente. Rien d'étonnant donc qu'en cette période de reconfiguration brutale de la politique à l'université et dans la recherche, la SFSIC soit soumise à turbulence et poussée à se positionner avec clarté :

- *au niveau de la démocratie interne*  
En ces temps où la décision (souvent brutale et sans concertation suffisante) se présente comme neutre sous couvert de pragmatisme, la nécessité d'af-

ficher un programme et des objectifs est plus que jamais indispensable pour les candidat(e)s au Conseil d'Administration. Choisir, en période d'incertitude, ne peut se faire qu'en référence à des propositions structurées donnant lieu à un débat collectif dans le respect de la diversité.

- *au niveau scientifique*

Définies majoritairement comme interdisciplinaires, les sciences de l'information et de la communication ont-elles vocation à produire des chercheurs, errant de discipline en discipline au gré des opportunités de publication ? Le fait de signer (soi-même ?) tantôt comme anthropologue, tantôt comme sociologue, tantôt comme politiste etc. ne traduit-il pas une indétermination conceptuelle ? Mais, en même temps, ce va-et-vient ne résulte-t-il pas d'une définition trop floue de notre discipline propice au départ de certains qui ne s'y reconnaissent plus ? Société savante, la SFSIC a vocation à renouer avec le développement de la réflexion théorique et à repenser l'articulation des concepts, souvent traités comme le ventre mou de notre champ disciplinaire.

- *au niveau de la visibilité sociale*

La visibilité insuffisante de nos travaux pose problème à beaucoup d'entre nous. Mais cette déploration n'a pas donné lieu jusqu'ici à réflexion suffisante. Le questionnement mérite d'être développé dans des espaces de nature différente, du monde académique au monde politique en passant par les médias. Comment faire en sorte que cette visibilité ne soit pas réduite à la parole individuelle et s'opère grâce à nos propositions sur des problèmes de société débattus dans l'espace public ?

## Réflexions à propos d'un colloque

Jacques Perriault, Université de Paris Ouest-Nanterre La Défense, Laboratoire CRIS/SERIES  
[perriau@u-paris10.fr](mailto:perriau@u-paris10.fr)

Michel Durampart et Bertrand Parent ont organisé samedi 31 mai 2008 au Centre de formation d'apprentis de la communication, à Bagnolet, un séminaire sur les métiers et les compétences dans nos domaines. Cet événement est à marquer d'une pierre blanche car il amorce un rapprochement entre le milieu de la recherche et les milieux professionnels. Depuis la disparition du service de la recherche de l'ORTF, créé et animé par Pierre Schaeffer, l'INA, qui en prit le relais en 1974, fut un des rares organismes, sinon le seul, à œuvrer pendant longtemps pour ce rapprochement ô combien nécessaire.

Ce fossé entre théoriciens et praticiens m'a toujours paru étrange, d'autant plus que je travaillais souvent avec Pierre Schaeffer qui s'est toujours battu pour

### Aujourd'hui la question du métier, de la qualification redevient actuelle par le truchement de la compétence.

ce rapprochement et que j'ai moi-même fait des émissions de radio, de télévision ainsi que des films. Cela m'avait au

moins appris qu'un film, une émission, sont l'oeuvre d'un collectif et non pas d'un individu solitaire. Dans les cinémas, la plupart des spectateurs quittent la salle quand commence le générique de fin !

Comment expliquer que les SIC qui revendiquent la prise en compte du social dans l'information et la communication n'aient pas associé des professionnels à leurs réflexions ? Des Pierre Schaeffer, des Pierre Dumayet, des Claude Guizard, des Jean Claude Bringuier, des Raoul Sangla, des Charles Belmont, des Marielle Issartel,

des Henri Alekan n'étaient-ils pas ou ne sont-ils pas susceptibles de contribuer à l'avancée de la connaissance en information et en communication ?

Dans ce « champ social » que nous avons peu exploré, de nombreuses questions devraient susciter travaux et débats. En vrac, citons : la typologie des métiers ouvriers, cadres, monteuses, électros, machinos, éclairagistes, développeurs, infographistes, « webmestres », référenceurs ; la mémoire ouvrière dont ils sont porteurs et qui a longtemps été négligée ; l'action syndicale dans l'audiovisuel (jusqu'à une date récente on parlait de syndicats du spectacle y compris pour l'information, mémoire longue de leurs créations dans les années 1900) ; enfin le statut des intermittents du spectacle qui rassemblent tous ces métiers ainsi que d'autres. Le passage de l'argentique au numérique n'a-t-il pas créé des déqualifications,

comment les reconversions se sont-elles opérées ? A-t-il été facile pour une monteuse de passer de la pellicule, matière visible, découpable, à l'ordinateur où tout est opaque et abstrait ? N'y a-t-il pas eu de déqualifications ? Pourquoi la SFSIC qui s'intéresse tant aux organisations n'étudierait-elle pas, si elle ne le fait pas déjà, la SACEM, la SCAM, le FIPA, les programmes européens ? Internet nous fascinerait-il au point de nous faire oublier le terrain, le tournage, l'atelier de post-production, l'analyse des luttes d'en bas ?

Aujourd'hui la question du métier, de la qualification redevient actuelle par le truchement de la compétence. Tout l'intérêt de ce colloque (qui n'a pas rassemblé un public nombreux : à méditer !) est de tirer la sonnette d'alarme. Révolu, le monde de l'audiovisuel où il n'était pas nécessaire d'avoir fait Vaugirard ou, plus ré-

cemment, la FEMIS, pour travailler sur un plateau. Désormais il faut avancer avec précision la preuve de ses compétences dans un monde où la traçabilité (numérique) des individus devient un maître mot. Ce n'est plus seulement l'accès au plateau de tournage, mais aussi l'accès aux professions du numérique qui sont concernés.

Sait-on bien que l'Union Européenne a publié un référentiel des métiers de l'information (auquel l'ADBS a contribué) qui permet de décrire les compétences requises et de formuler une recherche d'emploi avec les mêmes descripteurs ? A quand un référentiel européen officiel des métiers de la communication ? Y trouvera-t-on la notion de chercheur ? Ne serait-ce pas un beau thème de travail pour la SFSIC et pour les universités déjà concernées par la VAE que de coopérer à cette œuvre instituante pour l'avenir de nos étudiants ?

## Travailler à l'unité et à la valorisation des recherches : une posture difficile

Christian Le Moëne Secrétaire Général de 1998 à 2000 et Président de 2000 à 2002 Université de Rennes 2  
CERSIC/ERELIF - Christian.lemoenne@uhb.fr

J'ai été élu au CA de la SFSIC au congrès de Grenoble en 1996. L'ambiance, marquée par ce qui à l'époque était considéré comme un « renversement de majorité » était plutôt chaude, les enjeux excessivement et bizarrement politisés, et le premier CA qui porta Jean Devèze à la présidence fut d'une violence tout à fait préoccupante pour une association fondée sur la libre adhésion et, de façon certes toute théorique, le plaisir d'être ensemble pour porter des projets scientifiques et institutionnels communs.

Lorsque au congrès de Metz, j'ai été élu secrétaire général avec mon ami Jacques Perriault comme président, nous étions résolus à travailler à l'unité et à trouver un fonctionnement associatif plus harmonieux et plaisant, ce qui fut fait. J'ai continué dans cette dynamique après avoir été élu président au congrès de l'Unesco, en m'efforçant, malgré des attaques diffamatoires d'une violence inouïe et avec le soutien unanime du CA, de faire que les désaccords scientifiques ne soient pas systématiquement interprétés en termes de divergences idéologiques et que nous puissions réintégrer dans la communauté SFSIC, tous les courants et sensibilités de la discipline.

Si la SFSIC a joué un rôle majeur dans les années 70 et 80 pour l'institutionnalisation des SIC, les années 90 apparaissent rétrospectivement comme des années de doute, sinon de crise, concernant son rôle, son utilité scientifique, institutionnelle et sociale. Beaucoup de facteurs poussaient alors à la division et à l'éclatement,

qui continuent d'ailleurs à produire leurs effets : l'extrême diversité des origines disciplinaires, des champs, méthodes, objets de recherches, des cultures universitaires, le fait que les enjeux institution-

***Si la SFSIC a pu s'interroger sur son rôle dans les années 90 et au début de ce siècle, il ne fait pas de doute qu'une telle association scientifique apparaît actuellement absolument essentielle pour la défense de l'unité de la discipline...***

nels tendaient à prendre immédiatement une dimension politicienne avec des effets de typologie sur les problématiques adoptées par les uns et les autres. Le fait aussi que nous sommes dans un secteur professionnel dans lequel, malgré la décadence de nos universités ou peut-être de ce fait, le poids parfois démesuré des ego et les tendances à la division et à la constitution de chapelles et de boutiques, demeurent des facteurs de division et de dénigrement incessants. La question de l'unité n'est donc pas seulement un slogan sans conséquences ou une attitude œcuménique, mais un véritable choix stratégique : privilégier l'unité plutôt que la division, choisir de situer les initiatives qui peuvent l'être au sein – ouvert – de la SFSIC (comme par exemple les réunions de directeurs d'équipes et de labos invitées récemment par quelques collègues...), refuser la facilité du déni-

gement extérieur, résister à la tentation de perpétuellement vouloir recréer à l'extérieur son association concurrente, ne pas confondre les débats scientifiques ou institutionnels sans concession avec des agressions insoutenables (dès lors en particulier qu'ils respectent et ne visent pas à humilier...).

Si la SFSIC a pu s'interroger sur son rôle dans les années 90 et au début de ce siècle, il ne fait pas de doute qu'une telle association scientifique apparaît actuellement absolument essentielle pour la défense de l'unité de la discipline dans ses diversités, ses résultats et ses richesses scientifiques. Encore faut-il avoir le souci de les valoriser et, comme l'unité, la valorisation est une attitude et un projet.

Pour cela, les différents supports : SFSIC web, Les Cahiers de la SFSIC, la Revue Française des SIC, les congrès et journées doctorales, comme les initiatives des groupes d'études doivent évidemment être renforcés et soutenus dans la période charnière que nous vivons. Il faut également se donner les moyens de mobiliser le maximum de ressources et de compétences au sein et autour du CA : Mieux utiliser les compétences des Présidents d'honneur, créer des charges de mission, reconstruire fortement les commissions en les ouvrant sans complexe... Ce ne sont pas les projets et les tâches qui manquent pour développer cet outil utile à notre petite discipline scientifique. Étant depuis fort longtemps un militant associatif, je sais que les associations progressent par vague et je crois que nous sommes actuellement dans une vague possible.

## Et si nous apprenions à agir et à penser « collectif » ?

Françoise Bernard, Université de Provence, CREPCOM, Présidente de 2002 à 2006 - f.bernard@univ-provence.fr

Faire un retour sur mon expérience de présidente, c'est évoquer le présent de notre association. En animant l'association, j'ai pris la mesure qu'il existe deux définitions, deux cultures, dans l'acceptation de « culture d'organisation », pour l'association SFSIC.

La première renvoie à une représentation « élitiste » héritée du modèle de la « société savante » du XVIII<sup>e</sup> siècle, pertinent historiquement au moment de son invention où il s'agissait, face à « l'obscurantisme » de l'Ancien régime, de soutenir le rôle et l'influence des érudits, de la Science qui guiderait vers la « Lumière » et permettrait le passage vers un nouveau régime politique. Cette référence éclaire la conception de la Société savante vs l'association scientifique. Cette première définition a produit au fil du temps une culture de « notables », marquée, par exemple, par une préférence pour l'activité épistolaire avec des personnalités « importants », mais aussi par une tendance à la « présidentialisation ».

Une deuxième définition, renvoie davantage à l'héritage de « l'association 1901 », c'est-à-dire une : « /.../convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leurs activités dans un but/.../ ». La notion de « mise en commun de connaissances et d'activités » orientée vers un but renvoie à la notion plus contemporaine de « projet ». Le rôle donc du Conseil d'administration animé par le/la président-e- est avant tout, en relation étroite avec les adhérents, de formuler un projet associatif qui se décline en projets thématiques. La mise en œuvre de ce projet peut conduire à établir des relations avec les institutions, notamment Ministère(s), Direction de l'Enseignement Supérieur, force est de constater que ces relations sont plus ou moins faciles et possibles selon les périodes, les variations de postures et d'orientations de ces institutions. On peut supposer que la période qui s'ouvre en 2008 sera favorable à de tels échanges, notamment parce que, confrontées à la LRU et aux logiques d'agences (AERES, ANR, etc.), les acteurs institutionnels ont aussi besoin de leur côté, tout particulièrement dans une phase de reconfiguration et de mise en place, d'un ensemble de contacts. Le moment est peut-être venu d'expérimenter une forme d'échange un peu plus pérenne entre l'Association, le CNU, l'AERES et certaines autres instances représentatives.

Dans une telle perspective d'ensemble, j'ai suivi quatre grandes lignes de conduite. La première est celle d'une culture de projets et de réseaux scientifiques afin d'accompagner, de mettre en relation et en lumière les dynamiques scientifiques qui naissent du « terrain ». La deuxième concerne l'implication élargie des enseignants-chercheurs SIC dans des projets (ceux que d'aucuns appellent les « acteurs du terrain »). La troisième concerne l'élargissement du socle associatif et l'ouverture scientifique et associative internationale. La quatrième porte, au bout du compte,

### **Mon projet a comporté quatre dimensions dans le renouvellement des pratiques associatives : décentraliser les activités, rajeunir et féminiser les responsabilités, travailler à une culture plus collective et solidaire.**

sur comment faire vivre plus et mieux de démocratie associative. La question de la définition de l'association scientifique ainsi posée rencontre une deuxième question celle des « frontières ». Cette question qui habite la SFSIC et les SIC depuis les origines mérite d'être travaillée, selon une logique processuelle, en permanence, sur deux fronts : celui d'une identité plurielle mais centrée et celui d'une ouverture maîtrisée fondée notamment sur la rationalité de projets mis en cohérence.

J'ai aussi vécu ce double mandat comme étant marqué par une dynamique de changements et de reconfigurations pour les activités universitaires. En 2002, nous savions que l'identité des SIC, comme discipline plurielle reposant sur le présupposé qu'un certain équilibre était acquis, était à nouveau fortement bousculée par le succès de la communication et la prétention d'un ensemble d'autres disciplines qui revendique aussi la communication. Nous savions aussi que certaines routines organisationnelles des associations étaient peu adaptées et que certaines postures (notamment les plus fermées, voire les plus sectaires) et fractures héritées d'une période antérieure devaient être plus que jamais dépassées vers plus de solidarité, de connexion et d'innovation pour faire face à une situation générale plutôt confuse et difficile.

Mon projet a comporté quatre dimensions dans le renouvellement des pratiques associatives : décentraliser les activités, rajeunir et féminiser les responsabilités, travailler à une culture plus collective et solidaire.

Première leçon : une association remplit son rôle lorsqu'elle est à l'écoute de ses membres, lorsqu'elle sait élargir son socle démocratique, lorsqu'elle travaille à l'unité et lorsqu'elle sait éviter toute forme d'ostracisme vis-à-vis des personnes, des équipes, des projets, des courants scientifiques et des régions. Afin de mettre en place une politique de proximité avec les équipes de recherche et de formation, les trois commissions : formation, recherche et animation scientifique, internationales ont organisé leurs travaux en Région, de manière coordonnée à chaque fois que possible. Je rends hommage avec émotion à nos collègues, vice-président-e-s, qui ont toutes et tous été exemplaires dans l'exercice de leurs responsabilités et à nos collègues des équipes de recherche et de formation qui nous ont accueillis en Région.

Deuxième leçon : la solidarité, la cohésion et le dynamisme du bureau sont essentiels à la conduite du projet d'une association. Troisième leçon : il est important pour une association de se questionner régulièrement sur le renouvellement de ses pratiques relationnelles avec les adhérents et les membres actifs.

La mise en œuvre de l'axe international, articulé au projet de politique scientifique, portait sur la présence de l'association dans les débats internationaux du moment et notamment celui qui concernait le Sommet Mondial de la Société de l'Information. Cette présence, analytique et critique, a pris la forme de l'organisation de tables rondes d'abord à Genève (2003), puis à Tunis (2005) avec une rencontre qui s'est avérée particulièrement féconde entre la SFSIC, l'IPSI et l'ISD et qui a conduit à l'organisation du Colloque international d'avril 2008 sous la responsabilité de Vincent Meyer, Catherine Loneux, Larbi Chouikha et Wahid Gdoura. Quatre ans de présidence et d'autres leçons sur les questions du pouvoir (bien dérisoires pour une association scientifique et pourtant si présentes) et de la violence symbolique, mais aussi sur celles de la solidarité, de l'équité, du courage, du respect du travail de l'autre et du refus des retours en arrière.

Mon plus cher souvenir est bien celui de la richesse de notre discipline dès lors qu'on s'intéresse à ceux qui la font vivre au quotidien dans les formations et les laboratoires.

## Optiques politiques...

Gino Gramaccia - Président de la SFSIC (2006-2008)

1. *Optiques organisationnelles.* Le site et la *Lettre* de la SFSIC se font régulièrement l'écho d'initiatives multiples et hétérogènes dans nos spécialités : événements et publications scientifiques (congrès, colloques, journées, séminaires, enquêtes, ouvrages...), collectifs informels ou institués, acteurs associatifs émergents... Au titre d'un pluralisme revendiqué, ce mouvement *post-disciplinaire* (Joas) est plutôt le signe d'une belle vigueur scientifique. Le risque, bien sûr, est l'impossible convergence, puis la division installée. La question de l'hospitalité et de la libéralité de tels mouvements est alors posée. Comment accorder ces désirs d'institution ? Si l'enjeu, aujourd'hui, pour la SFSIC, est la représentativité dans la lutte pour la reconnaissance de nos disciplines, rien de bon ne peut se faire sans concertation avec d'autres collectifs. La SFSIC doit poursuivre son action de catalyseur dans le développement d'une culture de réseau, aux plans national et international, associant des individus, des équipes et des institutions, l'objectif de fond étant de travailler en concertation et en continu sur de grands projets. Faire front uni dans l'organisation d'actions d'envergure est une bonne stratégie, une bonne politique de valorisation et de mise en visibilité de nos disciplines : les partenaires n'y perdront pas, pour autant, leur force et leur originalité.

2. *Optiques professionnelles.* Les acteurs professionnels sont aux prises avec des difficultés du temps présent – multidisciplinaires, celles-ci : l'hyperspécialisation des pratiques professionnelles, les besoins

en savoirs d'expert pour la construction de compétences transversales et ajustables à des situations professionnelles singulières (celles du management par projet, par exemple), ou encore les difficultés à standardiser et à référencer ces compétences, précisément en raison de leur caractère technologiquement volatil (un logiciel chasse l'autre). Sur ce plan, le risque est de réduire les disciplines de l'information et de la communication à des techniques de manipulation de données au moyen de systèmes d'information très spécialisés, ou encore de les réduire à des disciplines de la médiation au bénéfice de sciences en quête de reconnaissance sociale et professionnelle et au socle épistémologique plus sûr (la communication de la science, par exemple). Et de fil en aiguille, nos disciplines, devenues des formations d'appoint, pourraient être institutionnellement ventilées, sous forme d'options, dans d'autres cursus universi-

**Un modèle d'organisation par projet fonctionnera toujours comme un « filtre disciplinaire » : il ne retiendra que les savoirs susceptibles de répondre à certaines conditions d'employabilité.**

taires<sup>1</sup> quand elles ne seraient pas prises en charge – légitimement, d'ailleurs, en raison de leur caractère hyperspécialisé – par de grandes entreprises (dans le cas de licences professionnelles, par exemple) ou par des agences privées.

3. *Optiques institutionnelles.* Il est trop tôt pour évaluer les effets d'un changement de paradigme induit par la politique d'innovation à l'Université, pour observer ce glissement d'une culture collégiale à une culture managériale, d'une culture de l'institution à une culture de l'organisation (et, à plus forte raison, à une culture de l'organisation par projet). Mais une question vaut d'être posée : jusqu'où le transfert de modèles d'organisation (ceux du *total quality management*, par exemple) dans l'institution universitaire peut-il altérer des modes institutionnels de régulation fondés, même si tout n'est pas parfait, sur des procédures de négociation, sur des dispositifs formels de la discussion publique, sur des formes collégiales de la prise de décision ? Un modèle d'organisation par projet fonctionnera toujours comme un « filtre disciplinaire » : il ne retiendra que les savoirs susceptibles de répondre à certaines conditions de professionnalisation – ou d'employabilité, comme on dit aujourd'hui. Ce sont, effectivement, les formes les plus récentes de la pensée organisationnelle qui prévalent ici, celles conditionnées par les contraintes du projet, son management resserré, la figure – devenue *mantra* – du client. C'est un tel contexte qui obère l'avenir de nos disciplines.

4. *Optiques critiques.* D'autres enjeux encore. La question qui se pose aujourd'hui plus que jamais – et cette question est également politique – est de savoir comment travailler à l'affirmation de nos disciplines d'un point de vue critique. Cette volonté n'est pas dissociable d'une réflexion critique sur le sort politique réservé aux SHS et de la science en général. Le pluralisme devient critique et a besoin de temporalités longues pour problématiser les enjeux mondiaux liés, par exemple, au développement des industries culturelles, aux mutations de l'espace public, aux effets idéologiques des médias, aux controverses sur la science, à la prise de conscience internationale des logiques de catastrophe et des logiques de conflits internationaux, à l'émergence de phénomènes écologiques inédits... Autrement dit, sans se focaliser de manière abusivement normative sur les enjeux contemporains et tout en prévenant les risques de théories trop spécifiquement marquées (ou situées) par la singularité de tels enjeux, l'idée de disciplines en SIC attentives à la production de *concepts diagnostics sociaux* (Silber), généraux et structurants, peut être maintenant envisagée.

Le 16<sup>e</sup> Congrès de la SFSIC aura permis d'échanger sur ces questions. Il faut continuer.



Angles optiques

<sup>1</sup> Un symptôme ? Nos disciplines sont loin d'occuper une position de premier plan dans la proposition de liste de mentions L et M (Vague A)...

## Inventons de nouveaux langages !

Alain Kiyindou, Président de la SFSIC

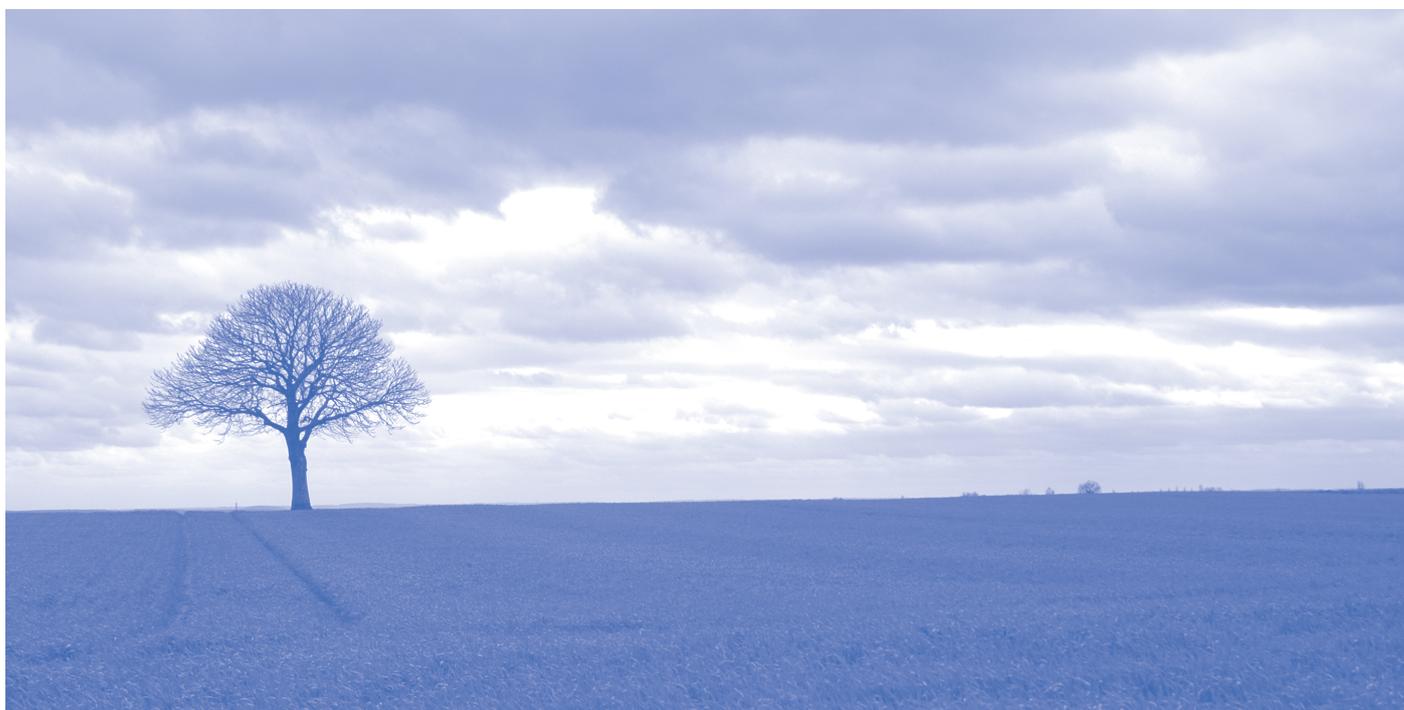
Le congrès de Compiègne a été un moment fort à la fois sur le plan symbolique que scientifique. Il a permis d'approfondir le dialogue avec des chercheurs issus d'autres disciplines ainsi qu'avec des responsables des nouvelles politiques d'évaluation en œuvre. Nous ne pouvons que remercier toutes les personnes qui ont participé à la réussite de ces rencontres.

Un congrès, c'est le moment de questionner l'évolution de notre discipline, faire le point sur notre projet scientifique : d'où venons-nous, où sommes nous et où al-

lons-nous, quelles divergences, convergences, avancées, régressions... ?

Ce fil conducteur guidera l'action du nouveau Conseil. Améliorer l'échange d'informations, veiller à la défense des intérêts scientifiques et professionnels des membres, renforcer les relations entre spécialistes français et étrangers, développer des partenariats avec les grands organismes nationaux et internationaux, voilà quelques uns des objectifs autour desquels, ensemble, nous mobiliserons nos énergies dans les deux ans à venir. A Compiègne, nous avons manifesté la vo-

lonté d'œuvrer pour l'affirmation des SIC, la reconnaissance de notre identité plurielle. Cela ne peut se faire sans la construction d'une histoire et sans que celle-ci ne soit acceptée et partagée. La complexité est notre force, mais elle nécessite l'invention de langages communs, préalables à un dialogue intellectuel fécond, une réflexion critique et constructive. Ils sont le ciment de nouvelles coopérations plus solides et plus denses, favorisant le partage des objectifs, ambitions, craintes, doutes et espoirs. Le chemin est donc tout tracé pour une réflexion cohérente et une action concertée, efficace.



Oasis

## Hommage à Jean DEVÈZE - Président de la SFSIC de 1996 à 1998

Nous reprenons et adaptons ci-dessous l'autobiographie rédigée en mai 2003.

Jean Devèze, Physicien ayant mal tourné pour avoir lu trop rapidement l'œuvre de Galilée, a été l'un des premiers à créer en France la section « Sciences de l'Information et de la Communication dans l'Université. Il a enseigné dans les universités Paris 7 - Denis Diderot, du Havre et de Marne-la-Vallée.

Il a créé en 1978 le Congrès INFORCOM pour le compte de la Société Française des

Sciences de l'Information et de la Communication, congrès qui perdure encore, le plus récent s'étant tenu à Compiègne en juin 2008 (ndlr). Après avoir soutenu une thèse de Doctorat ès Lettres et Sciences Humaines sur la Flèche sous la protection conjointe de Robin des Bois et de Guillaume Tell, ce Saint Sébastien des S.I.C participa à la création du groupe Org & Co (Organisation et Communication), avant de présider la SFSIC de 1996 à 1998.

Ses intérêts scientifiques auront été nombreux, allant de la socio-sémiotique à la communication des organisations, en passant par les usages sociaux de l'audiovisuel, des télécommunications et des NTIC, ou par la communication tactile, confirmant par là une réputation justifiée de touche-à-tout.



## Les SIC complémentaires de la philosophie ?

Daniel Bougnoux, Université Stendhal de Grenoble - Bougnoux@wanadoo.fr

Une longue tradition, un corpus de textes historiques et le découpage académique ont donné la force d'une discipline à la philosophie, qui n'est peut-être qu'un faisceau de soupçons et de curiosités, une disposition mentale qui percole lentement à travers les savoirs constitués. Le philosophe interroge ses voisins autrement savants, il espionne les modes d'émergence et de stabilisation des connaissances positives.

De même nos SIC ont un intérêt évident à se constituer en discipline, mais y parviennent-elles au fond ? Elles aussi observent la circulation non seulement des savoirs mais des messages en général, qui n'accèdent pas nécessairement à la dignité du logos: comment les nouvelles, les opinions, les rumeurs, les affects ou les mythes se diffusent-ils en trouvant des alliés, en empruntant des relais et des vecteurs techniques plus performants que d'autres ?... Cette posture de niveau méta fait que les SIC (pluriel embarrassant) autant que «la philosophie» (singulier présomptueux) tombent entre les disciplines.

Situation stimulante mais inconfortable : on y saisit un savoir à l'état naissant, on y pose des questions transversales, et dans le cas des SIC on y affronte ces quasi objets que Platon abandonnait dédaigneusement aux sophistes parce qu'ils ne se laissent pas clairement fixer: des flux, des relations, des réseaux, des jeux d'influence... Tous renvoient à un milieu quelque peu liquide, ou à une fonction média qui n'offre pas la stabilité des bons et loyaux objets, tout en nous compliquant la notion

de sujet. Si l'on appelle avec les philosophes « efficacité symbolique » les cas où une énonciation en général entraîne de palpables effets, les SIC explorent les coulisses du théâtre de cette efficacité: les conditions sociologiques, techniques, organisationnelles par lesquelles une pensée agit ; en bref, les interactions du monde symbolique avec les mondes sociotechniques.

### **Le philosophe converti aux SIC refuse la pensée de survol, il commence par chausser des semelles de plomb.**

Le philosophe aime se barricader à l'étage supérieur et n'en descend pas volontiers ; spontanément tenté par l'idéalisme et le logocentrisme, il croit à l'autonomie des idées dont il classe à loisir les étapes, les embranchements et les paradigmes ; il rabat la communication sur le langage, et le langage sur ses effets logiques de connaissance, en considérant comme impures et subalternes les images et l'immense couche des traces, des expressions et des comportements indiciels qui pourtant « parlent » et nourrissent nos représentations. Le premier apport des SIC à la philosophie sera donc de rabaisser le débat, en lui rappelant quelques conditions élémentaires de la vie des idées: pas de « raison » (cette chose du monde que le philosophe postule la mieux partagée) sans écriture, sans bibliothèques et techniques diverses de documenta-

tion, pas d'espace public sans journaux, écoles et peut-être État centralisé, pas de vérité scientifique sans laboratoires, standardisation des preuves et des protocoles expérimentaux, pas de rêve ni d'imaginaire social sans les sons et les images combinés par les industries culturelles, etc. Le philosophe converti aux SIC refuse la pensée de survol, il commence par chausser des semelles de plomb.

Inversement, le chercheur en SIC aura toujours intérêt à revenir (à remonter) aux grandes questions philosophiques, qui ont depuis longtemps cadré et préparé les siennes : en discutant les effets de l'écriture, Platon traitait dans le Phèdre des télécommunications et du détachement des mondes virtuels ; le modèle de l'analyse cartésienne anticipait la décomposition numérique et les noces de nos communications avec le calcul ; la distinction spinoziste du mode et de la substance inscrivait le sujet pensant et vivant dans une dépendance écosystémique, médiatique et technique qui brouille toutes les frontières individuelles.

Une grande philosophie ne demande pas à être cultivée dans sa lettre ou son « isme » mais à être interprétée et brassée, la pensée ne vit qu'à ce prix ; nos savoirs académiques de même, qui ont tendance à s'enclorre pour se distinguer, perdraient beaucoup à leur splendide isolement. L'enjeu des humanités est, pour chacun, d'y circuler et de les croiser : là où la barbarie coupe et sépare, l'humanisme relie. En se tenant comme Hermès au carrefour, nos SIC pourraient beaucoup y contribuer.

## Sémiotique et communication en bonne intelligence

Jean-Jacques Boutaud, Université de Bourgogne, LIMSIC (Laboratoire Sur l'Image, les Médiations et le Sensible en Information-Communication) - Jean-jacques.boutaud@u-bourgogne.fr

« Dans notre société, tout usage est transformé en signe de cet usage » (Barthes). Au-delà, c'est le monde qu'il faut considérer dans son expressivité, par la médiation de nos sens et du sens que nous donnons fatalement aux choses. L'homme, et pas seulement le sémioticien, est condamné à voir du signe à travers les choses.

Ce procès de signification engage, dans le même temps, un processus de communication : reconnaître du signe dans les choses, c'est du même coup poser la relation aux choses, leur place dans le monde, dans notre monde, notre place et celle des autres par le truchement des

signes qui se manifestent. Signification et communication sont indissolublement liées. Pour autant, sémiotique et communication ont tardé à construire ces relations que l'on pouvait, naïvement, croire naturelles autour du signe. A cause du signe précisément, et de sa réduction immanentiste au fameux signifiant, comme si, avec le temps, c'était faire injure au sens d'en rester là.

### **Clôture signifiante ?**

L'histoire des sciences, a voulu, avec Saussure, que la science des signes, la sémiologie, qui « étudie la vie des signes au sein de la vie sociale » soit conçue

sous le patron linguistique. On pouvait imaginer, à voir cette insistance sur la « vie », que les choses étaient bien engagées pour le signe comme vecteur de communication dans la vie sociale. Mais le surmoi linguistique, modèle dominant du structuralisme, aura raison du danger de psychologisation du signe, en posant, avant tout, des instances désincarnées dans le processus de « manipulation » du signe, terme d'ailleurs mal compris dans son acception sémiologique désidéologisée.

Ainsi donc le signe semble pris, dans un premier temps, dans l'orthodoxie du structuralisme linguistique.

Et la sémiologie dite de « première génération », couronnée par le dictionnaire de Greimas et Courtès (1979), modèle de précision terminologique mais aussi d'écriture indigeste, il faut l'avouer, ne pense pas le signe en dehors des canons linguistiques. S'il ne faut pas s'en plaindre pour la rigueur scientifique, ce n'est pas sans poser quelques hypothèses sur les relations plus directes à la communication, notamment sur les « usages » du signe, au-delà de sa forme signifiante.

Pourtant, dès le numéro 4 de *Communications* (1964), à valeur séminale (Recherches sémiologiques), Barthes s'applique à offrir, avec les « *Éléments de sémiologie* », une « *Rhétorique de l'image* » qui laisse penser que le visuel va faire bouger les cadres linguistiques. Mais, là encore, pas de vie du signe en dehors des couples linguistiques : signifiant-signifié ; dénotation-connotation ; syntagme-paradigme, etc., même si Barthes cherche ce qui pourrait définir en propre l'image, comme les fonctions d'ancrage et de relais. Les variations autour du visuel, du plastique, de l'iconique, vont progressivement explorer les voies discrètes de l'image, mais dans les années 90, un ouvrage aussi important que le *Traité du signe visuel*, se flatte encore d'être la première tentative pour décrire la grammaire générale de ce langage.

### Grammaire ouverte

La sémiotique semble ainsi vouée au raffinement dans l'analyse des images et des messages. Mais si on lui reconnaît une certaine virtuosité dans le style, au risque de la préciosité et du jargon, par « surconceptualisation » notamment, on ne sent déjà chez elle, de prime abord, ni le désir de communiquer, ni l'intérêt pour la communication.

## ***La sémiotique semble ainsi vouée au raffinement dans l'analyse des images et des messages.***

Dès que l'on dépasse pourtant, ce niveau d'approche et d'approximation, on voit non pas une sémiotique, en bloc, dans l'amalgame, mais des sémiotiques. Une Eglise et des chapelles, naguère, peut-être. Des Ecoles et des modèles, sans doute, quand il fallait en découdre avec l'autre camp, entre les binaires (parlant greimassien : « signifiant-signifié ») et les ternaires (parlant peircien : « icône-indice-symbole »).

Mais, ce n'est pas le moindre mérite de la communication d'avoir mis « la sémiotique à l'épreuve », selon la formule de Floch, tant les dimensions théoriques

et pratiques se multiplient dès qu'il est question de dispositifs, de médiations, d'usages, d'acteurs, et plus seulement d'instances ou de pôles désincarnés.

Bien sûr, chacun est libre de suivre une voie plutôt qu'une autre et de parler la langue sémiotique de son choix, mais la communication impose un principe de réalité tout autant qu'une tension symbolique, face aux problématiques récurrentes comme l'identité, la construction des valeurs, la dynamique de l'interaction. D'un point de vue générique, on pourrait dire qu'avec la tradition sémiolinguistique, les ouvertures socio-sémiotiques, et toutes les étiquettes qui affluent aujourd'hui, de sémio-pragmatique en sémiotique situationnelle, à l'intérieur des SIC, manifestent la réelle vitalité d'un champ, d'une compétence, qui nous dispense de citer un nom en particulier.

Le plus important, désormais, est de voir combien la communication se lie à la signification, au primat du sens, à sa quête aussi. Quoi qu'on en dise, passer par la logique de la structure ou la forme, la force du signifiant, n'est sans doute pas la plus mauvaise école. A condition de regarder aussi au dehors, là où le sujet négocie, tant bien que mal, avec les signes et le sens.

## **Les apports de la psychologie sociale et de la psychologie pour un pluralisme épistémologique, théorique et méthodologique en SIC**

Didier Courbet, Université de la Méditerranée, Aix-Marseille 2, IRSIC-Médi@sic - Didier.courbet@wanadoo.fr

La psychologie sociale (PS) et la psychologie (P) permettent de développer la dimension humaine dans les théories de l'information et de communication en donnant aux SIC des ressources théoriques pour mieux comprendre les êtres humains dans des situations de communication, en tant que membres de collectifs sociaux, en interaction grâce aux systèmes langagiers sémio-linguistiques, verbaux et non verbaux, et aux médias.

Elles améliorent la connaissance des processus socio-cognitifs et socio-affectifs, conscients et non conscients, intra- et inter-individuels, interagissant dans la co-construction, d'une part, des significations, représentations et cognitions sociales et, d'autre part, des actions collectives, au sein des phénomènes socialement contextualisés de communications interindividuelle, groupale, organisationnelle ou de masse.

Les SIC mobilisent les ressources théoriques et méthodologiques de la P et PS de deux manières :

- soit elles sont les ressources principales auxquelles viennent s'adosser d'autres ressources pluridisciplinaires (e.g. sciences du langage).

Les recherches accordent une place privilégiée aux sujets sociaux complexes communicant, en interaction ou non avec les TIC et médias (e.g. études de réception) ;

- soit elles viennent accroître le pouvoir explicatif de systèmes de connaissances déjà constitués

## ***Les méthodes psychologiques offrent la possibilité de construire des connaissances en étudiant la complexité des phénomènes communicationnels avec une grande rigueur.***

(e.g. théories sémiotiques) pour y développer la dimension humaine jusque-là ignorée (e.g. comment, en interaction avec des textes, la signification est co-construite par les sujets sociaux).

1. La PS et la P ont contribué, en SIC, à mieux connaître les processus communicationnels impliqués dans les interactions interpersonnelles (communications

verbale, para- et non-verbales), dans les groupes et les organisations (approches psychanalytiques, réseaux, motivation, management, pouvoir), dans l'influence sociale (autorité, conformisme, minorité active, rumeur, leadership, engagement...) et dans les effets des médias (rôles des médias dans la violence sociale, dans nos représentations du monde, les stéréotypes et attitudes, dans les achats, les votes politiques ; amélioration des campagnes de santé publique, de sécurité routière et pour l'environnement). Les récents apports conceptuels aux SIC sont marqués par :

- une orientation davantage socio-cognitive (paradigmes du traitement de l'information ou de la cognition située), b) une plus grande complexité des interactions entre, d'une part, le cognitif, l'affectif, le comportement et l'action située et, d'autre part, avec les environnements social et culturel qui contraignent systématiquement l'individu en tant qu'acteur social ;
- une plus grande insertion des concepts psychosociaux dans des problématiques spécifiquement communicationnelles, propres aux SIC, pluridisciplinaires et pragma-

tiques, c'est-à-dire en interaction avec le sémiotique et le linguistique (« psycho-socio-sémiotique »), avec le socio-économique et le socio-politique, en lien avec les spécificités de chaque TIC et média.

2. Concourant au pluralisme épistémologique et méthodologique en SIC, la PS et la P contribuent à construire des connaissances avec une grande rigueur scientifique. Les méthodologies qualitatives et quantitatives des psychologues sociaux ont d'abord contribué à élargir la palette des méthodes utilisées en SIC et donc à élargir le champ des « objets communicationnels possibles » (entretiens, analyses de contenu et discursives telle l'ACD automatisée par le logiciel Tropes, étude des mouvements oculaires face à l'écran). Elles ont ensuite permis la conception de méthodes spécifiquement communicationnelles, en contexte organisationnel (analyses sémio-contextuelles) ou dans la réception des médias (étude des cognitions concomitantes à la réception ECER,

mesures implicites des effets « non conscients »...).

Les méthodes psychologiques offrent la possibilité de construire des connaissances en étudiant la complexité des phénomènes communicationnels avec une grande rigueur et en procédant empiriquement ou expérimentalement, étape par étape. Suivant la double logique épistémologique de la vérifiabilité et de la réfutabilité, elles permettent d'améliorer la validité de certaines théories avec le souci permanent de la preuve en référence aux protocoles systématisés d'observations, de recueils verbaux ou d'expérimentation, sur le terrain ou en milieu contrôlé. La méthode expérimentale des psychologues, utilisée en SIC de manière raisonnée, adaptée et pour certains phénomènes uniquement (e.g. en réception) complète les approches compréhensives en SIC.

3. Parmi les perspectives de recherches aujourd'hui ouvertes en SIC, on trouve :

- l'étude de la communication engageante, à partir d'un double étayage en PS (théorie de l'engagement) et en SIC, met en relation les problématiques de la communication avec celles de l'action (e.g. analyse des pratiques et dispositifs de changement) – l'étude de la réception (TIC, arts et culture, influence des médias et de la publicité) : traitements et effets socio-cognitifs et socio-affectifs, automatiques (implicites et « non conscients ») ou élaborés.
- l'étude des processus psychologiques situés des producteurs de communication persuasive (publicité, communication politique, communication environnementale)
- des travaux qui transfèrent des modèles montrant les influences « non conscientes » des médias et de la publicité pour donner des supports expérimentaux aux théories critiques des médias et des industries culturelles ; des travaux sur les aspects éthiques de la communication persuasive.

## Analyse des discours et des pratiques langagières : quel apport pour les SIC ?

Alice Krieg-Planque, Université Paris 12 (Ceditec, EA 3119 - Paris 12), Claire Oger, Université Paris 13 (Ceditec, EA 3119 - Paris 12).  
Bibliographie sur demande : [krieg-planque@univ-paris12.fr](mailto:krieg-planque@univ-paris12.fr) ou [claire.oger@club-internet.fr](mailto:claire.oger@club-internet.fr)

Parmi les champs de recherche qui relèvent des sciences du langage, nombreux sont ceux qui opèrent avec les SIC des intersections particulières : sémiologie, sémiotique textuelle, théorie du signe, linguistique générale, sémantique, ou encore traitement automatique des langues naturelles... L'analyse des discours (AD) nous semble, pour sa part, susceptible d'engager un dialogue avec l'ensemble des questionnements poursuivis en « info-com », dans l'enseignement comme dans la recherche.

La rencontre entre analystes des discours et enseignants-chercheurs en communication fut tardive tant pour des raisons scientifiques qu'institutionnelles. Certes, quelques sémiologues et linguistes renommés comptent parmi les figures tutélaires des SIC, mais les deux démarches ont longtemps divergé sur la place relative qu'elles accordaient à l'enseignement et à sa professionnalisation, aux relations avec les institutions et les organisations, mais aussi à la nécessité d'une approche critique.

Portée à ses débuts par des questionnements sur l'idéologie et sur le discours politique, l'AD, dans ses évolutions récentes, permet d'enrichir la réflexion sur les dynamiques d'institutionnalisation et d'industrialisation de la communication.

Aujourd'hui bien établis, grâce à divers acteurs (une revue comme *Mots*, une équipe telle que le Gérico-Lille 3, ou encore la SFSIC à travers le GRAM...), les échanges entre AD et SIC sont d'ailleurs

***Aussi éloignée que possible d'une conception transparente du sens, l'analyse des corpus permet de mettre au jour l'antagonisme des positionnements, les incompréhensions réciproques dans la structuration des débats publics.***

soutenus par une égale pratique de l'interdisciplinarité : celle-ci ouvre régulièrement sur la sociologie, l'anthropologie, l'histoire, la science politique, l'économie ou le droit.

Forte de ses cousinages avec la sociolinguistique et les études d'argumentation, l'AD peut en outre s'emparer sans exclusive de tous les corpus qui portent une inscription sociale. À ce titre, elle ne se limite donc pas à l'analyse des discours journalistiques ni même médiatiques, mais peut appréhender des productions langagières familières aux SIC : discours

institutionnels, entrepreneuriaux, politiques, syndicaux, associatifs... Produits dans des conditions d'énonciation et à travers des supports aussi variés que livres, journaux, rapports, blogs, sites web ou tracts, ces discours peuvent porter aussi bien sur les usages des TIC que sur ceux de la mémoire, les industries culturelles que les mobilisations collectives...

A cette diversité des corpus s'ajoute la possibilité de faire varier les « entrées » pertinentes. Celles-ci peuvent être formelles, bien sûr, et l'on s'interrogera dans ce cas sur des éléments lexicaux et/ou syntaxiques (institutionnalisation des termes relatifs à l'enseignement à distance, subversions du slogan « travailler plus pour gagner plus »...).

Dans ce cadre on prêtera une attention particulière à l'émergence et à la circulation de formules dont on peut montrer comment elles s'imposent avec autorité dans l'espace public sans pour autant jamais renvoyer à un référent stable et homogène : « fracture numérique », « développement durable », « responsabilité sociale de l'entreprise »...

D'autres approches s'alimentent à la question plus générale de la légitimité des énoncés et des énonciateurs : on s'intéressera alors par exemple aux croyances partagées par les journalistes

sur la vérité et l'établissement des faits, aux normes qui régissent implicitement tel type d'écrit professionnel, aux valeurs attachées à des positionnements institutionnels et politiques.

Aussi éloignée que possible d'une conception transparente du sens, l'analyse des corpus permet de mettre au jour l'antagonisme des positionnements,

les incompréhensions réciproques dans la structuration des débats publics. Ou encore, dans sa dimension d'étude des interactions verbales, elle autorise un éclairage complémentaire sur la communication interpersonnelle, déjà visitée par l'anthropologie de la communication.

On le voit, les hybridations entre AD et SIC sont à chaque fois des élaborations

originales. Elles évitent les écueils de l'analyse de contenu, que sous-tendent une conception instrumentale du langage et une appréhension sommaire du sens. Elles préservent également des travers d'une « analyse des représentations » qui conçoit le discours comme le miroir plus ou moins déformant du réel, au lieu de compter les productions langagières au nombre des réalités sociales.

## L'anthropologie et les sciences de l'information et de la communication

Paul Rasse, Université de Nice - Sophia-Antipolis, Laboratoire I3M (information, milieu, médias, médiation) en sciences de l'information et de la communication - Rasse@unice.fr

L'étude de l'altérité, de la relation aux autres et par là des processus de communication est au cœur de l'anthropologie. Déjà les fondateurs : Bronislaw Malinowski avec la Kula, Frank Boas le potlatch ou Marcel Mauss le concept de don, et plus tard Lévi-Strauss avec la prohibition de l'inceste ou la division sexuelle des tâches, avaient consacré une partie importante de leur œuvre à l'étude des dispositifs sociaux de communication qui structurent les communautés primitives et l'échange entre elles. Tandis que Margaret Mead, Ruth Benedict, Grégory Bateson de l'école de Palo Alto, Erving Goffman et la non-moins célèbre école de Chicago, montraient comment une diversité de culture organise le rapport aux autres et la communication interpersonnelle.

De fait, on peut distinguer deux grandes traditions. L'une plutôt nord américaine, empirique, prend l'individu comme porte d'entrée ou comme angle d'attaque et s'intéresse principalement aux formes de la communication interpersonnelle au sein des sociétés (Edward T. Hall), ou même mieux des groupes restreints plus ou moins marginaux, comme l'asile psychiatrique (Erving Goffman), les musiciens de jazz de Chicago (Howard Becker) ou les bandes d'adolescents (Raymond Birdwhistell). La culture héritée, perdue, reconfigurée dicte les conduites et façonne les personnalités, elle constitue un ensemble de valeurs et d'habitudes qui permettent aux hommes de vivre ensemble et distinguent les sociétés les unes des autres. On peut s'interroger sur le succès de ces conceptions ; sans doute ont-elles bénéficié de la puissance et du prestige des USA après la seconde guerre mondiale pour s'installer, faire autorité et rayonner mondialement. Le fait est qu'elles sont devenues des incontournables de la formation des étudiants en communication.

La seconde tradition est héritée de la vieille Europe, au sens où elle poursuit le projet aristocratique des arts libéraux de penser l'homme dans sa totalité, en se défendant

de spéculer, de vouloir agir sur le monde, pour se défaire des apparences qui emprisonnent la pensée dans des *a priori* réducteurs et fallacieux et qui occultent les véritables causes des phénomènes étudiés. Cela la conduit moins à refuser l'empirisme qu'à le tenir comme une étape indispensable, mais subalterne, celle de l'enquête ethnographique de terrain en immersion dans les communautés étudiées. Au-dessus se tient l'anthropologie, dans le projet d'organiser l'ensemble ; au départ déjà de problématiser la collecte des connaissances, d'orienter, d'affûter le regard de l'ethnologue, et à l'autre bout,

### **La posture anthropologique nous invite à un retour sur nous-mêmes, à une mise à distance des formes omniprésentes de la communication, qui ont conduit à faire de notre société ce qu'elle est.**

d'analyser le corpus des connaissances accumulées en les intégrant à un ensemble plus vaste qui fait sens.

Aussi Durkheim, Mauss, Rivet, Lévi-Strauss et plus récemment Héritier ou Laplantine assignent-ils à l'anthropologie d'inventer le concept d'homme, de tendre à une connaissance globale sur l'ensemble du développement humain sous toutes les latitudes et depuis les origines les plus lointaines...<sup>1</sup>

Car si les anthropologues s'intéressent aux dernières sociétés primitives qu'ils vont chercher au fin fond de la forêt Amazonienne, ou du désert de Kalahari, c'est surtout parce qu'elles nous renseignent sur l'homme premier, les sociétés d'avant l'agriculture, la sédentarité, l'écriture et l'histoire. Partant de là, elles permettent de nous faire une idée du chemin parcouru par l'humanité, depuis les premières tribus isolées les unes des autres par l'espace, la crainte, les superstitions, les guerres auxquelles elles se livrent entre elles, jusqu'à la période actuelle « celle

de la paix blanche », pour reprendre l'expression de Lévi-Strauss, où toutes les civilisations sont progressivement jetées, les unes après les autres, dans un melting pot global où domine le point de vue des plus puissantes d'entre elles.

Cette anthropologie-là est particulièrement bien placée pour étudier les conséquences sociales des NTIC, et notamment les phénomènes de mondialisation de la culture<sup>2</sup>. Elle fournit un cadre de pensée, écrit Balandier, où puiser pour « se détacher des effets d'emprise de la pensée consentante et unifiante que les instances surmodernes entretiennent<sup>3</sup> ». Il n'y a pas de destin naturel de l'humanité. La posture anthropologique nous invite à un retour sur nous-mêmes, à une mise à distance des formes omniprésentes de la communication, qui ont conduit à faire de notre société ce qu'elle est. Elle permet de relativiser la donne politique et sociale contemporaine en référence à l'histoire des sociétés

précédentes, dont elle garde la mémoire. Là, une ethnographie rigoureuse de terrain rencontre une anthropologie qui se souvient des mondes éteints, qui utilise le matériel rassemblé par les ethnologues sur une multitude de sociétés disparues, pour penser les mutations, leur donner du relief, prendre la mesure de ce qui change, de ce qui se perd, de ce qui s'invente, et par comparaison, peut s'interpréter à la lumière de pratiques séculaires aujourd'hui abandonnées.

L'anthropologie est particulièrement bien placée pour étudier les phénomènes de globalisation, tressée par les nouveaux moyens de communication ? Nous savons maintenant que la dynamique du mondial est profondément liée à la dynamique du local<sup>4</sup>. « C'est en cette imbrication, estime Balandier, que réside l'un des défis majeurs imposés aux sciences sociales présentes<sup>5</sup> ». Il nous faut étudier la société holiste planétaire, à partir d'objets précis, bien identifiés, pour suivre comment ils se transforment et s'imbriquent dans les mutations du monde. L'anthropologie est,

de ce point de vue, bien armée. Elle tient le local dans ses mains grâce au travail ethnographique, mais sa tête est depuis toujours dans le global, avec ce projet qui la fonde, qu'elle nourrit et auquel elle se réfère pour avancer : faire l'histoire de l'humanité. « L'heure est venue, conclut Augé, d'une anthropologie généralisée à l'ensemble de la planète [...] ».

S'adapter au changement d'échelle, ce n'est pas cesser de privilégier l'observation de petites unités, mais prendre en considération les mondes qui les traversent, les débordent, et ce faisant, ne cessent de les constituer et de les reconstituer<sup>6</sup>. Autrement dit, il convient de dépasser le clivage esquissé en introduction, et comme le recommande l'an-

thropologue africain D. Ekambo, d'étudier la communication en développant de nouveaux cadres analytiques croisant l'approche synchronique, micro-sociale, interactionnelle du quotidien ordinaire, avec l'approche macro-sociale diachronique, conceptuelle, des mouvements sociaux longs<sup>7</sup>.

<sup>1</sup> Claude Lévi-Strauss, Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, Presses Pocket, 1990 (1re éd. 1958), p. 413 ; Françoise Héritier, *Masculin / féminin, la pensée de la différence*, Paris, Odile Jacob, 1996, p. 33 ; François Laplantine, *L'Anthropologie*, Paris, Payot, 2001, p. 12.

<sup>2</sup> Paul Rasse, *La rencontre des mondes, Diversité culturelle et communication*, éditions Armand Colin, 2006.

<sup>3</sup> Georges Balandier, *Le Grand système*, Paris, Fayard, 2001, p. 230

<sup>4</sup> Voir par exemple : Paul Rasse, Nancy Midol, Fathi Triki (sous la dir. de), *Unité diversité, Les Identités dans le jeu de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2002 ; ou encore : Edgar Morin, Brigitte Kern, *Terre patrie*, Paris, Seuil, 1996.

<sup>5</sup> Georges Balandier, *Le Grand système*, op. cit., p. 229.

<sup>6</sup> Marc Augé, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Flammarion, 2001, p. 178.

<sup>7</sup> Jean Chrétien D. Ekambo, *Nouvelle anthropologie de la communication*, IFCSIC Edition, 2006, page 163

## Cybernétique et sciences de l'information et de la communication

Philippe Breton, CNRS - [phbreton@club-internet.fr](mailto:phbreton@club-internet.fr)

Quel lien peut-on établir entre la cybernétique et les sciences de l'information et de la communication ? Répondre à cette question passionnante implique d'emblée deux rappels, qui fixent le cadre de la réflexion.

Le premier concerne le cadrage temporel. La cybernétique est née dans les années quarante, à l'initiative, on le sait, du mathématicien Norbert Wiener. Elle se déploie au début des années cinquante et connaît son apogée dans les années soixante. Son influence ultérieure, notamment dans les sciences humaines et dans les sciences de l'ingénieur, deviendra implicite et souterraine après cette période, le mot même de cybernétique tendant à devenir inusité.

Les sciences de l'information et de la communication naissent formellement dans les années soixante dix, même si elles peuvent revendiquer une filiation dans les travaux américains antérieurs sur les processus d'influence, notamment des médias.

La coïncidence des deux déroulements temporels ne peut évidemment pas laisser indifférent. Qu'à la cybernétique « science du contrôle – au sens anglo-saxon, qui est plus proche de la théorie de l'information – et de la communication » succède comme par enchantement les « sciences de l'information et de la communication » suggère bien évidemment un lien, sinon de filiation, au moins concernant l'objet d'étude des deux domaines.

C'est à ce point qu'il faut faire un deuxième rappel. La cybernétique, paradigme général plutôt que science spécialisée,

entendait jeter un pont entre le vaste domaine des sciences exactes et des sciences de l'ingénieur d'une part, et les sciences humaines d'autre part. Son acte de naissance est ponctué d'étonnements à peine feints devant une succession d'analogies formelles entre des mécanismes physiques ou mécaniques et des phénomènes physiologiques ou sociaux.

### ***La cybernétique, paradigme général plutôt que science spécialisée, entendait jeter un pont entre le vaste domaine des sciences exactes et des sciences de l'ingénieur d'une part, et les sciences humaines d'autre part.***

L'anthropologue Bateson verra par exemple des analogies entre les processus de formation du lien social chez les latmuls, peuple qu'il étudie dès les années trente, et certains dispositifs informationnels. Quelques notions serviront à construire ces ponts épistémologiques inédits, comme par exemple la notion de « feedback » ou celle de « double bind ».

Le mathématicien Von Neumann verra quant à lui une analogie forte entre les calculateurs électroniques, futurs ordinateurs et le cerveau humain, comme siège de l'intelligence. Contrairement à ce paradigme cybernétique qui tente d'intégrer dans un même ensemble des objets appartenant à la nature et à la culture, à partir de concepts qui ont pour point com-

mun la « communication », comme instance d'échange rationnel d'information, les nouvelles sciences de l'information et de la communication cantonnent leur objet d'étude aux objets traditionnels des sciences humaines comme les médias, les organisations, l'information bibliométrique, les phénomènes de réception, les nouveaux réseaux sociotechniques.

Ces nouvelles sciences reprennent à leur compte la césure traditionnelle entre les « deux cultures » et se distinguent des sciences exactes et de l'ingénieur.

Ce n'est pas tout à fait un hasard si, en France, c'est bien un littéraire, Escarpit, qui met en scène la nouvelle discipline. Les sciences de l'ingénieur feront quant à elles un chemin parallèle, en instituant ce que l'on appellera tardivement les STIC, « sciences et techniques de l'information et de la communication », générant par là une curieuse homonymie syntagmatique. C'est dans ce cadre qu'il faut apprécier aujourd'hui la tentation qui saisit de plus en plus les sciences de l'information et de la communication (versant sciences humaines) de faire des nouvelles technologies autour d'internet, le fer de lance d'un rapprochement avec les sciences et les techniques de l'information et de la communication.

Mais on peut se demander si ce revival cybernétique a la moindre chance de succès. Les raisons de fond qui ont fait éclater la cybernétique, notamment la méfiance réciproque des deux versants de la science, ne s'étant d'aucune manière estompée.

## Les apports de l'économie politique de la communication aux sciences de l'information et de la communication

Philippe Bouquillion, Université Paris 8, CEMTI et MSH Paris Nord - p.bouquillion@free.fr

L'économie politique de la communication (EPC) connaît ses premiers développements dès les années soixante. Elle constitue l'un des courants fondateurs des sciences de l'information et de la communication (SIC). Plusieurs bilans historiques ont été dressés, en particulier par des chercheurs tels Vincent Mosco (1996) Armand et Michèle Mattelart (1995) ou Bernard Miège (2005) qui figurent parmi les principaux auteurs de l'EPC, avec quelques autres, dont Herbert Schiller, Peter Golding, Graham Murdoch, Nicholas Garnham, Jean-Guy Lacroix et Gaëtan Tremblay.

Des travaux aux orientations très diverses se sont développés tant en Amérique du Nord ou du Sud, qu'en Europe. L'EPC ne constitue pas un courant de recherche structuré et organisé. Peu d'échanges permettant des confrontations régulières entre chercheurs ont été organisés.

Cependant, tous ces travaux sont traversés par une préoccupation commune. Ils visent à analyser la contribution des phénomènes communicationnels et culturels à l'avancée du capitalisme et ainsi à la reproduction des rapports de production et des rapports sociaux. Se référant aux théories « critiques », l'EPC envisage la communication comme un « fait social total » comme le notent plusieurs auteurs (Miège, 2005 et Mœglin, 2007). Cette inscription dans la pensée critique se marque toutefois par une prise de distance avec certaines traditions théoriques.

Armand et Michèle Mattelart (2004, p.63) considèrent que l'EPC est le « résultat d'une rupture avec les thèses sur l'his-

### **À la suite de l'Ecole de Francfort, des chercheurs se référant à l'EPC placent au cœur de leurs travaux les questions de l'industrialisation et de la marchandisation de la culture et de la communication.**

toire du capitalisme moderne soutenues par les classiques du marxisme ». C'est en particulier le cas de travaux relatifs à la mondialisation de la communication envisagée en termes d'économie-monde de la communication et des recherches sur l'impérialisme culturel et sur le Nouvel ordre mondial de l'information. De même, à la suite de l'Ecole de Francfort, des chercheurs se référant à l'EPC placent au cœur de leurs travaux les questions de l'industrialisation et de la marchandisation de la culture et de la communication. Ils analysent l'insertion des industries culturelles au sein du capitalisme et leur participation à l'ordre politique et marchand. Ils se distinguent ainsi nettement des approches de l'économie industrielle et de l'économie des réseaux. Cependant, ils rompent avec la notion d'industrie culturelle au singulier et avec la tradition francfortienne en étudiant les processus socio-économiques spécifiques à chacune des industries culturelles.

À la suite de Bernard Miège (2005, p.104) on peut souligner que les apports théoriques de l'EPC sont toujours actuels.

Outre un ensemble de notions et concepts, l'actualité de l'économie politique de la communication réside dans ses propositions méthodologiques.

Plus que d'autres travaux en SIC cette approche permet d'articuler les interrogations d'ordre sociologique et socio-économique avec les dimensions politiques et idéologiques. Les discours et les représentations, reliés aux stratégies des acteurs, peuvent alors être pris en compte. Ils sont considérés, dans une perspective foucauldienne, comme des discours de vérité contribuant à la construction d'une représentation du monde social. Les recherches en EPC visent à identifier des tendances de long terme et à envisager comment les stratégies des acteurs industriels et financiers, les politiques publiques et de régulation, les pratiques et les usages contribuent à construire, à prolonger ou à renouveler ces tendances.

Les niveaux macro, meso et micro peuvent alors être mis en perspective. Ces travaux s'écartent ainsi à la fois des visions manipulatoires et déterministes et des représentations enchantées faisant de la communication un facteur de démocratie, de progrès des connaissances, d'intensifications des échanges et des rapports sociaux. Ainsi envisagée, l'EPC place les SIC au cœur des tentatives interdisciplinaires contemporaines de prolongement de la pensée critique.

## DANS L'ACTUALITÉ : Recherches appliquées

### Normalisation et SIC

Michel Arnaud - Université Paris Ouest-Nanterre la Défense, Laboratoire CRIS/SERIES - Michel.arnaud14@free.fr

Les travaux du CRIS (centre de recherche en information spécialisée et médiation des savoirs) de l'université Paris Ouest - Nanterre la Défense sont basés sur le postulat de l'intrication de l'information et de la communication, à l'échelle de l'individu comme du groupe.

L'approche croisée des processus communicationnels et informationnels a pour objectif d'interroger la médiation dans toutes ses dimensions, en particulier sous l'angle des interactions entre technique et société.

Depuis 2000, le laboratoire s'est fortement impliqué dans la négociation internationale (ISO, CEN) sur les normes et standards, concernant trois domaines : le savoir en ligne, la validation automatique des compétences et la protection des données individuelles.

Ces questions peu abordées par les sciences de l'information et de la communication présentent pourtant un intérêt scientifique incontestable et soulèvent des questions éthiques incontournables.

L'intérêt scientifique se manifeste sous trois aspects :

- l'établissement de systèmes de métadonnées et d'ontologies, qui renvoie aux travaux en automatique documentaire (Gardin, Roux)<sup>1</sup>.
- l'analyse de la production de standards comme investissement de forme (Thévenot, Favereau) qui relève de l'économie des conventions et l'observation des pratiques et des logiques d'usage, rapportées aux paradigmes behavioriste, cognitiviste, constructiviste et connexionniste (Merril).

– la question éthique concerne notamment la protection des données personnelles<sup>2,3</sup>

L'équipe du laboratoire a également influé sur les travaux pour qu'il soit tenu compte des logiques d'usage, notamment de la temporalité, ce qui a conduit à la prise en considération de la question de durée de la validité d'une norme comme élément d'adoption au sein de l'ISO SC36 et du CEN TC 353

### Les normes ouvertes

Les normes ouvertes sont plus que jamais nécessaires car elles garantissent la transparence des processus, leur révision étant quasi instantanée en fonction de l'évolution des besoins grâce à la communauté des développeurs, à condition que les normes d'interopérabilité soient respectées. Les initiatives telles que l'« Open Archive » sont intéressantes parce qu'elles concrétisent l'idée de mise à disposition gratuite du point de vue de l'utilisateur de savoirs en ligne. Le copyleft doit être aussi encouragé comme résultat de la volonté de l'auteur de partager les contenus qu'il a créés contre une redevance modique.

Au lieu d'opposer les développeurs des logiciels libres aux tenants de l'informatique bridée pour répondre aux impératifs de la propriété intellectuelle, les normes ouvertes permettent de trouver un juste milieu, permettant la rétribution des auteurs et éditeurs d'un côté et garantissant de l'autre la marge de manœuvre des populations défavorisées afin de leur éviter de les priver de l'accès aux savoirs qui leur est indispensable pour rester compétitives.

## La normalisation des outils et des dispositifs d'accès au savoir en ligne est le lieu où se prennent de grandes décisions pour l'avenir.

### Les normes comme bien public

Il s'agit de mettre à disposition de la communauté mondiale des outils performants et non propriétaires. Cet objectif est loin d'être anodin puisqu'il tend à libéraliser

l'accès à la connaissance en permettant l'exercice de la libre concurrence entre fournisseurs de contenus, qu'il encourage la diversité culturelle, l'apprenant gardant le contrôle de ces parcours. De cette manière, il serait possible d'éviter que l'approche à la Google ne phagocyte toutes les autres possibilités en imposant une démarche basée sur les pages les plus consultées, renvoyant à une approche monocorde de la culture dominante.

La normalisation des outils et des dispositifs d'accès au savoir en ligne est le lieu où se prennent de grandes décisions pour l'avenir. Elle est la clé de la régulation de la chaîne de production, d'indexation et de mise en ligne des contenus, avec des archives ouvertes, des métadonnées interopérables, des moteurs de recherche utilisant ces métadonnées de manière efficace, des plates-formes de formation ouverte et à distance permettant de réutiliser les contenus, afin de garantir des procédures d'apprentissage optimisées propres à faciliter la construction de connaissances de tout apprenant.

<sup>1</sup> Stéphanie Delmotte, La formalisation des publications scientifiques : Les sciences humaines et sociales à la recherche de fondements scientifiques, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Direction : J.Perrault, Université Paris X Nanterre, 2007

<sup>2</sup> Michel Arnaud, Brigitte Juanals, Jacques Perriault « Les identifiants numériques humains, Éléments pour un débat public », /in Françoise Massit-Folléa, Richard Delmas (sous la direction de/), La gouvernance d'Internet, Volume 3, N°2, 2002, Les/ Cahiers du Numérique

<sup>3</sup> Michel Arnaud, /La nécessaire redéfinition de la liberté, de l'égalité et de la fraternité dans la société de l'information au XXI<sup>e</sup> siècle./ Mémoire pour une habilitation à diriger les recherches en sciences de l'information et de la communication, Université Paris X Nanterre, 2006

## Les SIC pour l'étude de la radio : un lieu fécond ?

Laurent Gago Université de Paris 3 - Sorbonne Nouvelle, CIM - GRER - laurentgago@yahoo.fr

Dans le cadre des actes du congrès de la SFSIC de 2006<sup>1</sup> nous évoquons la relation (parfois difficile mais néanmoins précieuse) entre la recherche universitaire radiophonique et les professionnels du secteur. Ce court article est l'occasion de traiter à nouveau de la radio mais cette fois-ci du point de vue des recherches appliquées en SIC. Le GRER (Groupe de Recherches et d'Études sur la Radio), fondé en 1999, représente à cet égard un espace dont les caractéristiques sont similaires. En effet, il propose de réunir des chercheurs, toutes disciplines confondues, pour leur fournir à la fois un espace de travail collectif mais surtout des outils d'analyses transversaux.

En ces sens, ce groupe permet d'accroître les perspectives d'analyses autrement qu'à travers des approches atomisées telles que celles utilisées au sein des disciplines suivantes : historiques (avec des recherches sur les techniques, sur l'histoire politique, sur les liens entretenus entre les directives étatiques et le contenu des programmes) ; esthétiques (avec des analyses sur le théâtre radiophonique, dont le courant

« Hörspiel », la poésie sonore, la musique concrète) ; économique (avec des études sur le marché du poste à transistor), etc. Depuis les années 1970 de nombreux travaux sont ainsi proposés au sein de structures de recherches

## La radio est un média qui s'inscrit dans des contextes historiques, techniques, sociologiques en constantes évolutions.

singulières, comme par exemple : le CHR (le Comité d'Histoire de la Radio), association qui regroupe de nombreux professionnels et historiens, publiant les Cahiers d'histoire de la radio ; la SPHM (la Société pour l'Histoire des Médias), association également fondée par des historiens soucieux de développer la réflexion scientifique et de promouvoir les recherches à caractère historique dans le domaine des médias, des médiations, des médiateurs ; l'INA (l'Institut National de l'Audiovisuel), qui met à disposition des chercheurs de nombreuses archives, organisant et accueillant dans ses locaux diverses

rencontres universitaires ; le GRM (le Groupe de Recherche Musical), qui développe depuis 1958 des activités de créations et de recherches dans le domaine du son et des musiques électroacoustiques ; l'IRCAM (l'Institut de Recherche et Coordination Acoustique/Musique), qui a pour principale activité la recherche autour de l'acoustique et de la musique...

Ce recensement (loin d'être exhaustif) permet d'établir des correspondances entre les groupes d'études et les modèles théoriques utilisés. À cet égard, les regards circonscrits à des domaines déterminés offrent de réels résultats. Néanmoins, on peut noter que leur spécialisation disciplinaire peut potentiellement en constituer une faiblesse. La radio est, en effet, un média qui s'inscrit dans des contextes historiques, techniques, sociologiques en constantes évolutions.

Or, malgré les analyses très riches élaborées dans chacune de ces disciplines, ces aspects sont souvent éludés alors même qu'ils sont fondamentaux. Ainsi, pour pallier les possibles écueils épistémologiques inhérents à ces positionne-

ments, l'usage des travaux inscrits dans le champ des SIC nous paraît constituer une alternative féconde. Elles représentent un complément précieux pour les chercheurs spécialisés. En témoignent les récents travaux d'Anne-Caroline Fievet<sup>2</sup> traitant de l'argot chez les jeunes auditeurs intervenants dans les émissions de libre antenne. Bien qu'étant inscrite en linguistique, cet auteur a eu recours aux ressources théoriques des SIC. Cette démarche lui a permis de tenir compte des analyses contemporaines (dont les récents travaux de C. Deleu et H. Glevarec sur les interactions des

auditeurs) mais également d'approfondir son objet à travers des filtres diversifiés. Cette démarche n'est pas isolée : les études socio-historiques avec les sciences politiques (portant sur l'inscription des grands programmes radiophoniques dans leur époque et sur les liens sociaux qu'ils permettent d'engendrer), les analyses sémiologiques avec les mouvements sociotechniques (portant sur les nouvelles particularités communicationnelles de la radiophonie en ligne) sont autant d'approches croisées déjà menées pour l'étude de la radio. Les récentes (et innovantes) recherches de N. Becqueret

menées en SIC avec des perspectives pragmatiques, discursives et psychosociologiques (observant la structuration des contenus interactionnels radiophoniques et testant le réalisme psychologique des genres de discours) en sont des exemples patents.

En somme, les travaux inscrits dans ces dynamiques carrefours, se doivent d'être sinon identifiés du moins convoqués pour examiner au mieux les caractéristiques souvent complexes de ce média (aujourd'hui en mutation). Le GRER, en cela, représente une initiative majeure.

<sup>1</sup> GAGO, Laurent, quelles perceptions de la recherche universitaire radiophonique par les professionnels du média ? Approche des enjeux inhérents aux deux secteurs », publication des journées d'études du 15<sup>e</sup> congrès de la SFSIC, Bordeaux, mai 2006.

<sup>2</sup> FIEVET, Anne-Caroline, peut-on parler d'un argot des jeunes ? Analyse du lexique argotique employé lors d'émissions de libre antenne sur Skyrock, Fun Radio et NRJ, Thèse de doctorat en sciences du langage sous la direction de Jean-Pierre Goudaillier, université Paris Descartes, 9 avril 2008, 325 p. Non publiée.

## Recherches en devenir : les recherches appliquées en SIC

Yann Bertacchini, Université de Toulon. Var - bertacchini@univ-tln.fr

Nous présenterons dans cette contribution trois recherches appliquées conduites depuis une quinzaine d'années dans le cadre de thèses de doctorat en SIC que nous avons dirigées ou menées dans le cadre de contrats avec des partenaires extérieurs, entreprises, collectivités. Ces recherches doctorales ou contrats industriels, ont toutes en commun une vocation professionnelle, sont adossées à un financement tout en s'inscrivant, peu ou prou, dans une thématique 'l'intelligence territoriale' reconnue par le CNU 71<sup>e</sup> section en 2004.

Ces recherches et travaux ont jalonné ces dernières années. Depuis le Programme 'Mainate' (Management de l'Information Appliquée au Territoire) initié en 1994 au sein du laboratoire LePont, la création du Groupe Going (groupe d'Investigations des Nouvelles Gouvernances), maintes coopérations en France, Europe (le réseau REIT <http://www.intelligence-territoriale.eu>) et la fédération du laboratoire I3m-Equipe d'Accueil 3820.

### L'intelligence territoriale<sup>1</sup>

Nous retiendrons cette définition « un processus informationnel et anthropologique, régulier et continu, initié par des acteurs locaux physiquement présents et/ou distants qui s'approprient les ressources d'un espace en mobilisant puis en transformant l'énergie du système territorial en capacité de projet. De ce fait, l'intelligence territoriale peut être assimilée à la territorialité qui résulte du phénomène d'appropriation des ressources d'un territoire puis consiste dans des transferts de compétences entre des catégories d'acteurs locaux de culture différente ».

### Recherches doctorales et contrats industriels

Nous avons choisi de présenter trois recherches doctorales deux sont abouties, la dernière est en cours. La première a mis en relation un doctorant, un laboratoire, une collectivité et une Communauté de communes. La suivante a réuni des acteurs des secteurs institutionnels, économiques et universitaires.

La dernière se déroule au sein d'une Tpe (très petite entreprise) bénéficiant d'une Convention Cifre. Là encore, se trouvent réunies un laboratoire, un doctorant et une entreprise engagée dans une réflexion stratégique de développement avec la préoccupation de mobiliser les outils et concepts de l'intelligence territoriale pour asseoir et élargir sa position sur son territoire de destination et au-delà, étendre son action et son offre à l'union de la méditerranée.

1. Dans une Cité de l'Est-Var, nous avons été associé à la totalité de la démarche d'un PACTE c'est-à-dire, de la phase de diagnostic territorial au rendu de fiches de synthèse-actions remises à chaque catégorie d'acteurs. Nous avons participé à l'ensemble des commissions avec un engagement spécifique dans la définition, la réflexion autour des moyens de communication et plus globalement, des TIC considérés comme facteurs de développement local et levier de valorisation territoriale. Cette réflexion s'est articulée autour des cinq objectifs stratégiques suivants :

- Rendre le territoire compétitif et attractif pour les entreprises.
- Faciliter l'accès à Internet pour tous.

- Favoriser le développement des TIC dans l'enseignement et la formation continue.
- Intégrer la composante TIC dans le développement économique local.
- Soutenir la Ville de D dans l'élaboration du projet Multimédia.

2. En Région Nord-Pas de Calais : un programme qui a mobilisé autant d'acteurs des secteurs institutionnels, économiques et universitaires.

Les résultats d'enquêtes auprès de la population, des élus et des chefs d'entreprises nous ont orienté prioritairement sur un questionnement fédérateur : l'emploi.

Il nous est apparu que les enjeux d'un schéma d'intelligence territoriale ne résidaient pas tant dans l'utilisation d'outils logiciels exceptionnels que dans la conquête progressive par les acteurs, d'une démarche de mutualisation de l'information et des signaux pour permettre l'anticipation des ruptures (épidémies, inondations, aménagements, emplois etc.) affectant le territoire. Les applications d'intelligence économique effectuées en premier lieu avec des groupes de salariés d'entreprises constituait alors ce que nous appelons : la phase d'apprentissage d'un processus territorial de mutualisation de l'information d'anticipation.

3. Une recherche doctorale que nous situons dans la zone Euro Méditerranée (clause de confidentialité) et que nous désignerons par « Production numérique et développement local ».

Il s'agit ici d'une recherche doctorale menée au sein d'une Tpe adossée à un contrat Cifre avec une Question centrale de Recherche et de l'action en entreprise « Peut-on s'appuyer sur une démarche d'intelligence territoria-

<sup>1</sup> (Bertacchini, 2004)

## Communication et santé

Dominique Carré, LabSIC-MSH Paris Nord, d-carre@sic.univ-paris13.fr

Le champ de la santé est trop peu investi par les sciences de l'information et de la communication (SIC), on ne peut que le regretter. Il mériterait sans doute d'être plus étudié dans une perspective informationnelle et communicationnelle. En effet, c'est un champ complexe confronté à des évolutions structurelles et à des logiques sociales et économiques qui s'efforcent de repenser, réorganiser la mise en relation, les formes de médiations et les pratiques informationnelles et communicantes. Objets qui sont des domaines de prédilection de notre interdiscipline.

Les quelques lignes qui suivent ont pour objectif d'identifier quelques apports de la communication à l'évolution du champ de la santé. Derrière cette interrogation s'en profile une autre : les SIC sont-elles porteuses d'une manière spécifique d'interroger ce champ ? Nous sommes enclin à le penser.

Étudiant, à partir d'une approche critique, depuis bientôt une quinzaine d'années, le champ de la santé, les investigations que nous avons menées<sup>1</sup> ont permis de faire ressortir plusieurs apports. Nous n'en retiendrons, dans l'espace qui nous est imparti, que trois, qui mériteraient sans doute de plus amples développements.

### 1. La crise : un construit social produit par des discours exogènes au champ de la santé

L'étude des productions discursives montre que la crise qui secoue le système socio-sanitaire n'est pas, contrairement à ce qui est affirmé, endogène,

le (modèle de type Bottom up) à partir d'un ancrage local pour faire émerger un espace euro méditerranéen numérique s'appuyant sur le multilinguisme et la musique ? ». Nous avons assigné un objectif précis à cette recher-

mais exogène au secteur de la santé. L'idée de « crise » a été en effet décrétee en Amérique du Nord par des acteurs extérieurs au champ de la santé, plus particulièrement par les industriels de l'automobile et les responsables politiques républicains.

L'objectif recherché consiste à freiner la socialisation des prestations sociales consacrées à garantir le droit à la santé puisque les dépenses sont perçues, comme un frein à l'épargne et à l'investissement industriel. Nécessité se fait sentir de développer des discours ayant pour but de comparer la performance du système socio-sanitaire à n'importe quels autres secteurs d'activités afin de le banaliser.

### 2. Absence de solution globale au virage ambulatoire sans mise en réseau technique

L'élément marquant à la solution du virage ambulatoire – série d'objectifs visant à réorganiser le système de soins pour réduire les coûts et être au plus près du malade – va venir du processus d'informatisation (convergence informatique et TIC au début des années 1990).

C'est la mise en réseau qui va donner au virage ambulatoire une dimension de solution générale possible à la crise du système de soins en lui fournissant une possibilité de mettre en relation les quatre piliers qui lui sont propres : développement de réseaux, création de dossiers patients informatisés, prise en charge plus collective du malade et autonomisation du patient qui permet l'émergence des téléservices.

che et notre 'contrat' est assorti d'une obligation de résultat à savoir, celui de devenir leader sur la niche de média culturel TV et web dans la zone Euro-Méd.

### 3. Instauration de normes d'action communicationnelle

Tout d'abord, l'objectif recherché est de désingulariser le secteur de la santé afin de le normaliser, pour le faire répondre dorénavant aux mêmes critères de performance que n'importe quel autre secteur. La santé tend ainsi à être considérée, tout du moins sur le plan économique et financier, comme une activité semblable aux autres.

Ensuite, cela consiste à développer une idéologie de la culpabilisation ciblée auprès des groupes d'acteurs (malades, médecins, pharmaciens...) pour légitimer l'imposition de la réforme.

La communication met alors l'accent sur les comportements individuels « déviants », peu « citoyens ».

Puis pour imposer le virage ambulatoire, il s'agit d'une part, de publiciser la télé-médecine qui participe à la construction d'une nouvelle représentation « moderniste » des pratiques soignantes aux détriments de visées moins nobles (réduction des coûts, rationalisation des actes, contrôle des pratiques).

D'autre part, de développer une communication prescriptive pour imposer de nouvelles pratiques, de nouvelles normes de fonctionnement.

Ainsi, progressivement se construisent des normes d'action communicationnelle qui ont pour objectif d'instaurer une nouvelle régulation sociale à ce secteur.

<sup>1</sup> En particulier avec mes collègues Jean-Guy Lacroix et Robert Panico.

## Recherche fondamentale / recherche appliquée : le terrain comme espace commun

Bertrand Legendre, Université de Paris 13, LABSIC - Legendre.bertrand@wanadoo.fr

La question de la recherche appliquée est l'occasion de revenir sur une étude réalisée en 2006-2007 pour le compte du Ministère de la Culture (Direction du livre et de la lecture / Département études, prospective et statistiques)<sup>1</sup>. L'ambition de cette étude était de faire suite à celle réalisée dans le même cadre sur la période 1974-1988<sup>2</sup> pour disposer, sur la longue

durée, de données quantitatives relatives à la création ou disparition de maisons d'édition, et de données qualitatives sur les conditions de vie de ces structures, sur la nature et le volume de leur activité, et sur leurs conditions d'accès au marché. Posée dans le cadre ministériel, cette recherche entrait dans la série d'analyses sectorielles menées sur les différentes

filières culturelles ; il s'agissait ici, pour reprendre les termes utilisés au moment où ce projet a été engagé, de cerner les différents aspects du phénomène démographique et de la contribution des nouvelles entreprises d'édition au renouvellement de la branche.

Ancrée dans une méthodologie faisant beaucoup appel aux enquêtes de terrain

et aux données professionnelles, cette recherche a produit des résultats de double nature. Tout d'abord, dans une perspective à dominante fondamentale, l'étude de terrain conduit à réexaminer la manière spécifique dont différents concepts permettent de rendre compte des évolutions de la branche ; elle a aussi conduit à repréciser des modèles connus en fonction des évolutions observées. Il en va par exemple ainsi, sur le plan économique, pour le modèle d'analyse proposé par Hennion et Vignolle<sup>3</sup> à propos de l'industrie du disque décrite par les auteurs selon l'image de l'oligopole et de la fourmilière, schéma repris depuis lors pour d'autres industries culturelles en faisant appel à la notion de frange.

Face à cette représentation bipolaire, l'étude de terrain et les données professionnelles montrent que la structure de la branche se réduit mal aujourd'hui à ces deux entités : si la situation oligopolistique demeure, force est aussi d'admettre que la « frange » regroupe des

structures trop disparates pour ne pas être distinguées. De même, dans une approche qui emprunte davantage à la sociologie du travail, la notion de professionnalisation, valorisée négativement dans ce champ d'activité à l'époque couverte par l'étude précédente<sup>4</sup>, trouve sur la période récente une valeur positive au sein même de la « frange » qui y voit une condition de sortie de la marginalité éditoriale. Les pratiques amateurs, l'articulation entre démarche artisanale et logistique industrielle seraient aussi à inscrire parmi ces notions que l'étude a permis de reconsidérer.

Si cette étude nourrie par le terrain induit une réflexion sur certains outils conceptuels, elle a aussi contribué, par un mouvement de retour vers le terrain, à l'élaboration de politiques d'aide à la filière du livre, dans une démarche de type « recherche appliquée ». A titre d'exemple, les dispositifs de soutien à l'édition renouvelés en région Aquitaine au cours de l'année 2007 se sont, parmi

d'autres études, appuyés sur la lecture que notre enquête proposait des notions d'indépendance, de professionnalisation et de concentration, des mécanismes de concurrence / complémentarité entre acteurs émergents et acteurs dominants, et des politiques publiques relatives à la branche. De la même manière, en Région Rhône-Alpes, la politique du livre nouvellement définie au cours de l'année 2007 a pris en compte un certain nombre d'éléments de l'enquête menée à l'échelon national.

En rappelant un des éléments de la distinction entre recherche fondamentale (l'élaboration ou la discussion de concepts et outils d'analyse) et recherche appliquée (la mise en œuvre de ces outils et concepts dans des situations socio-économiques, industrielles, politiques...), le retour sur cette recherche tend aussi à illustrer les possibles passerelles entre les deux approches et la fertilité de leur conjugaison.

<sup>1</sup> Legendre Bertrand et Abensour Corinne : Regards sur l'édition. Vol 1 : Les petits éditeurs. Situations et perspectives. Vol 2 : Les Nouveaux éditeurs (1988 – 2005). La Documentation française, 2007

<sup>2</sup> BOUVAIST Jean-Marie et BOIN Jean-Guy, Du printemps des éditeurs à l'âge de raison. Les nouveaux éditeurs en France, 1974 – 1988, Paris, La Documentation française, 1989.

<sup>3</sup> Cf Les industries culturelles. L'Economie du disque en France. Paris, Laboratoire de Sociologie de l'Ecole des Mines de Paris / La Documentation française, 1978.

<sup>4</sup> Voir note 2.

## La recherche en SHS à l'Université de Technologie de Compiègne : un point sur le laboratoire Costech (Connaissances, Organisation et Systèmes Techniques)

Laurence Monnoyer-Smith, Université technologique de Compiègne, COSTECH - laurence.monnoyer@club-internet.fr

Le Costech est le laboratoire de sciences humaines et sociales du Département Technologie et Sciences Humaines (TSH) de l'UTC. Il regroupe 35 enseignants chercheurs et 13 doctorants et post-doc répartis dans trois équipes distinctes : ASSUN (Anthropologie et Sémiotique du Support Numérique- c'est l'équipe info-com), CRED (*Cognitive Research on Enactive Design*) et le CRI (Connaissances, risques, innovation, équipe à dominante économie gestion). Depuis sa reconnaissance comme équipe associée en 1995 le Costech traite des rapports entre technique, constitution des connaissances, organisations humaines et pratiques sociales.

Au cours de ses onze années d'existence, il a eu pour objectif de structurer une approche commune des relations entre la technique et société qui permette d'appréhender dans toute son épaisseur sociale la question de la place des techniques dans la constitution des savoirs, des normes et de la valeur. A travers leur prisme disciplinaire, les trois équipes sont ainsi focalisées notamment sur :

- la construction des savoirs et les supports techniques de la mémoire ;

- la constitution de l'expérience perceptive et la théorie du support ;
- l'approfondissement d'une critique philosophique articulant technique et connaissance ;
- les processus de formation des normes sociales ;
- l'analyse des pratiques sociales dans

### **Le travail d'échange collectif réalisé au sein du laboratoire contribue à l'élaboration d'un socle épistémologique commun aux chercheurs, au-delà de la diversité de leur formation.**

- un environnement numérique
- la construction de la confiance, de la sécurité dans les interactions et les organisations ;
- la coopération innovante entre les entreprises et dans des espaces urbains ou des réseaux qui sont désormais intégrés au monde de la production.

Le travail d'échange collectif réalisé au sein du laboratoire contribue à l'élaboration d'un socle épistémologique commun

aux chercheurs, au-delà de la diversité de leur formation, qui permet un cadrage des approches théorique et participe à la construction des objets de recherche.

Les équipes insistent ainsi sur le rôle structurant (et non configurant) de l'environnement matériel dans les dispositifs de communication ainsi que dans les activités cognitives individuelles et les pratiques collectives. Dès lors, toute analyse des usages de la technique nécessite la prise en considération de leur inscription dans la matérialité de l'objet technique et, à l'inverse, met en perspective les formes de l'inscription de l'usage dans les formats techniques et sémiotiques des dispositifs matériels.

Cette approche permet de penser le lien entre SHS, philosophie et sciences de l'ingénieur comme un lieu d'intégration complexe entre la technique et la société : il s'agit bien de dépasser à la fois l'idée d'une extériorité de la technique vécue comme une forme d'aliénation (ou au contraire de libération) du corps social que celle d'une double contrainte de sociale et technique sur les pratiques sociales.

Ce rôle structurant de l'environnement technique se décline par ailleurs dans les autres objets d'études du laboratoire qui envisagent d'autres dimensions de l'action humaine. Ainsi, l'équipe CRED met plus particulièrement l'accent sur la nature instrumentée de l'action humaine (depuis la main jusqu'aux prolongements de la perception par l'ordinateur) et analyse le caractère situé et construit de la

sensation, de la connaissance et des organisations. Cette perspective participe au renouvellement des approches de la phénoménologie de la construction du sens et des valeurs (développement durable en particulier, éthique de responsabilité par la coopération et la confiance. Enfin, l'équipe CRI enrichi l'analyse du rôle de la technique dans les sociétés à travers son analyse des aux conditions

(techniques, organisationnelles, institutionnelles) de production et valorisation des connaissances en ce qu'elles incluent les connaissances tacites, contextuelles et incorporées, notamment dans les processus innovants, dans le contexte du « capitalisme cognitif » contemporain. C'est autour de ce programme que la question des intangibles<sup>1</sup> est proposée comme un thème fédérateur fort du Costech.

<sup>1</sup> Intangibles non pas au sens d'immeuble mais au sens de ce qui pose un problème de mesure. Voir par exemple B. Lev (2001) Intangibles, Management, Measurement & Reporting, Brookings Institution Press, Washington.

## REGARDS, POINTS DE VUE

# Sur les débuts de la Société française des sciences de l'information et de la communication.

## Libre témoignage d'un prof de communication venu des sciences dures

Jean-Luc Michel, Université St Etienne, DSPT 9 - [Jean.luc.michel@univ-st-etienne.fr](mailto:Jean.luc.michel@univ-st-etienne.fr)

Je suis venu au premier congrès de Compiègne, entraîné par Jean Devèze, alors directeur du département audiovisuel de l'université Paris 7 et Marie-Claude Vetraino-Soulard. Ils étaient tous les deux membres très actifs de la SFSIC et avaient largement contribué à organiser cette manifestation fondatrice. À l'époque, j'étais prof de math, ce qui me laissait beaucoup de liberté, par exemple celle d'exercer comme chargé de cours à Paris 7. J'y avais été étudiant, venant d'Orsay quelques années auparavant pour y finir un DUES, ou une licence, en y découvrant les charmes d'une université vraiment multidisciplinaire puisqu'en marge des cours de mécanique quantique ou de calcul différentiel, je pouvais y faire de l'anglais, de la dynamique de groupe (!) et... de l'audiovisuel, ou plus exactement du diaporama.

### Constat n°1

Pourquoi a-t-on à peu près abandonné cette ouverture qui permettait de découvrir d'autres univers culturels ? Il est vrai que c'était possible à Paris 7, très grande université, et impossible dans les universités 2000. À l'heure de la concentration et du regroupement autour de grands pôles, pourquoi ne pas y revenir ? Je me fis repérer par les enseignants de sorte que l'année suivante je siégeai au même jury qu'eux comme chargé de cours.

### Constat n°2

Avoir une passion et un bon niveau de pratique suscite l'intérêt des dirigeants et, s'ils sont ouverts, aide au recrutement. Constat n°2 bis : se méfier des réseaux, ne rechercher que des collaborateurs passionnés et compétents. C'est facile pour les chargés de cours mais plus diffi-



Entre vignes et Garonne

cile pour les titulaires. Comment recruter de la passion ? Au même moment, les sémiologues parlaient de la photo sans la connaître de l'intérieur. Moi, j'essayai de montrer quoi faire en la pratiquant, comment renouveler l'acte pédagogique, comment s'appuyer sur la passion de créer et de communiquer pour re-médier à l'échec scolaire.

### Constat n° 3

Les SIC sont frileuses vis-à-vis de la technique. Combien d'enseignants-chercheurs la pratiquent-ils intensivement ? C'est tellement plus facile d'en parler sans la connaître. De fil en aiguille, je fus sollicité pour écrire des articles dans des grandes revues pédagogiques et rédiger les « Guides de la diapositive ». Dire que des bon-

nes âmes m'ont conseillé de « cacher » ces publications dans mes CV, disant que ce n'était pas « scientifique ». Quelle est la scientificité des SIC ? Expliquer le premier en France comment un écran perlé fonctionne, montrer que les températures de couleurs d'un projecteur de diapos ne correspondent pas aux conditions d'examen nominales de 5500K sur table lumineuse, montrer l'influence de la troisième image du fondu enchaîné sur les connotations, établir une esquisse de théorisation des relations entre l'image et le son, etc. Rien de tout cela n'est reconnu. Voyez le sort de Gérard Bouhot.

### Constat n°4

Selon que vous serez du côté sociologique ou sémiologique ou (...complétez à

vosre souhait) des SIC, vous serez puisant ou misérable. Au nom de quoi ? De quelle légitimité ? Qui décide de ce qui est le plus utile à la société, qui nous paie pour produire de la connaissance ?

À Compiègne, je devais rédiger un article pour la revue professionnelle *Sonovision* dans lequel je distinguai les fortes personnalités de Robert Escarpit, Jean Meyriat, Robert Estivals et surtout Abraham Moles. Ce fut un éblouissement. Escarpit cita un de mes auteurs de romans de science fiction de prédilection : Alfred Eton van Vogt. Quelle merveille me disais-je que ces sciences nexialistes qui allaient me faire connaître des horizons enfin plus vastes que la physique (dois je avouer que je n'étais pas assez doué pour jouir des paysages infinis de la mécanique quantique...). Et le souffle d'Escarpit était à la hauteur. Tellement haut que je craignais de ne jamais pouvoir l'atteindre. Ensuite, Moles. Brillant. Grandissime. Inoubliable. Une voix. Des gestes

de pantin à ressorts et des thèmes qui fusaient à chaque minute de son discours. Ce jour-là fut de ceux qui peuvent vous changer votre vie.

#### Constat n°5

Le pouvoir intellectuel des SIC de ces années là était exceptionnel parce qu'il proposait des modèles interprétatifs. L'occasion me fut donnée d'entrer à l'université en 1986 lors de l'alternance politique qui eut l'heureuse conséquence de me faire licencier de mon poste d'alors. Je fus ainsi poussé à rédiger enfin cette thèse qui mûrissait depuis de longues années à l'instar de ces grandes thèses d'État dont les soutenances fascinantes s'évalaient sur 4 à 6 heures. La mienne ne faisait que 2660 pages et je croyais de ce fait avoir accès à l'une des chapelles latérales de ce panthéon des théoriciens. Las. Ce n'était plus la mode. Il ne fallait plus de théories. Pas de chance pour moi et ma théorie de la distanciation

médiatique. La suite révéla qu'en dehors des circuits officiels il était quasiment impossible de frayer le chemin de création d'un institut ou d'un simple laboratoire.

#### Constat n°6

L'originalité de la recherche s'est réduite et ce que j'appelle la sociologie critique a occupé le terrain en se contentant de décrire ou dénoncer sans rien proposer. Conclusion : Les SIC affichaient leur pluri ou transdisciplinarité ; en gagnant leur autonomie elles l'ont perdue et ne s'ouvrent plus vers d'autres postures ou d'autres épistémologies. Pour moi Compiègne 1 n'a pas tenu ses promesses. Il faut réagir.

Comment ressusciter la passion, la création ? Comment ne pas nous enfermer dans notre tour d'ivoire ? Comment recruter des enseignants-chercheurs libres et enthousiastes qui proposent enfin des modèles d'interprétation de la communication humaine ?

## La dimension technique dans les SIC depuis trente ans

Odile Riondet, Université de Haute Alsace, CERIME - [Odile.riondet@wanadoo.fr](mailto:Odile.riondet@wanadoo.fr)

La dimension technique est présente dans les SIC depuis les premiers congrès, elle les traverse tous, et elle est ainsi un bon moyen de réfléchir l'histoire de la discipline, ses débats, ses interrogations, ses maturations. C'est à ce titre, comme vecteur transversal de réflexion, comme aurait pu l'être la notion de médiation, que nous nous en préoccupons ici.

Les congrès de la SFSIC sont un excellent corpus pour repérer l'évolution de la question technique. Contrairement à une idée reçue, elle n'apparaît liée ni à une profession, ni à une branche (pas plus à l'information qu'à la communication), ni même à un mode de conceptualisation: les réalités techniques dans nos congrès sont analysées aussi bien par le concept de narrativité que celui d'espace public, de légitimation ou de relation homme-machine. Et ceci pour une bonne raison: la technique et particulièrement les technologies informatiques sont aujourd'hui présentes dans la totalité des médias et transforment aussi bien la structure des relations professionnelles qu'une certaine culture du temps ou de l'espace, les relations interhumaines, les manières de pratiquer le journalisme ou d'écrire des livres, les possibilités de diffuser les œuvres d'art ou d'accéder au contenu d'un texte.

Cette émergence de la question technique a été quasiment immédiate. Si elle concernait exclusivement les questions documentaires dans les deux premiers congrès, dès le troisième cela n'a plus été

le cas. Nous pouvons repérer ainsi comment progressivement les analyses de la techniques se sont étendues. D'abord, la question de l'usage et de l'acceptabilité sociale de la technique s'est imposée en même temps que celle de l'imaginaire technique. Puis les dimensions économiques. Puis les problèmes de capacités cognitives impliquées par leur usage.

### **Comment se fait-il que nous ayons encore souvent tendance à assimiler les questions techniques avec les sciences de l'information, alors que la technique appartient largement autant à l'information qu'à la communication ?**

Enfin, l'articulation des réseaux dans les processus démocratiques institutionnels ou participatifs et la dimension sémiotique et sémantique, avec notamment les modes de narration de l'interactivité. En réalité, ces thématiques ne sont pas totalement successives, elles se tuilent en partie. Mais nos préoccupations ont globalement suivi l'extension progressive du champ des technologies dans tous les domaines.

Ce rapide passage en revue nous permet de nous poser quelques questions essentielles sur notre discipline. Comment se fait-il que nous ayons encore souvent tendance à assimiler les questions techniques avec les sciences de l'informa-

tion, alors que la technique appartient largement autant à l'information qu'à la communication ? Comment se fait-il que nous manifestions souvent le sentiment de participer d'une discipline éclatée, ou de deux disciplines concurrentes ou différentes (l'information et la communication), alors que les concepts utilisés pour analyser les phénomènes techniques sont dans les faits identiques ?

Une réponse serait peut-être que, traditionnellement, l'expression de soi et la conscience que l'on en a est toujours au-dessous de la réalité. Les pratiques évoluent, les représentations restent stables. Une autre hypothèse serait que nous n'avons jamais réellement attaqué la question technique en tant que telle. Nous le faisons de fait avec un nombre d'auteurs assez restreint : Michel

Callon et Bruno Latour, Jürgen Habermas, Jacques Ellul ou Lucien Sfez. Mais les auteurs qui ont travaillé sur la technique sont bien plus divers et bien plus nombreux. Certains sont des philosophes de la technique (Gilbert Hottois, Gilbert Simondon,) ; d'autres des philosophes qui, à un moment donné, ont travaillé la question technique comme question philosophique (Martin Heidegger, Jean Ladrière) ; d'autres enfin des épistémologues ou historiens des sciences (Thomas S. Kühn, Alexandre Koyré), voire anthropologues (André Leroi-Gourhan). Ainsi, nous avons à la fois un champ envahi par la technique et nous nous sommes donnés au fond peu d'armes pour l'analyser.

Ce recours plus large à des auteurs nous permettrait notamment de nous donner une définition de la technique nous autorisant un retour sur nos pratiques scientifiques. Car la technique n'est pas l'analyse des objets techniques : elle est de plus en plus fréquemment intellec-

tuelle. Des travaux de recherche ne sont pas exempts d'instantanés techniques (une enquête et son dépouillement, la mise en place de statistiques correspondent à des procédures précises). Ainsi, une définition pleine de la technique nous aiderait non seulement à analyser les

objets techniques auxquels nous sommes confrontés, mais aussi à porter un regard épistémologique sur nos propres méthodes de travail et sur la manière dont nous construisons et articulons l'observation, la quantification et l'interprétation.

## Les formations en SIC entre spécificité et risque de dilution ?

Michel Durampart, Université Paris 13, LABSIC. Bertrand Parent ENST, CERSIC/ERELIF - Michel.durampart@iutv.univ-paris13.fr - Bertrand.parent1@ensp.fr

Pour aborder ce court état de la question, nous voudrions faire appel à notre expérience personnelle en tant que Vice Président de la SFSIC de la commission formation. Ces années de bons offices au sein de notre communauté nous ont permis de travailler sur l'évolution de formations en SIC liées à la réforme LMD, sur le développement des formations professionnalisantes et professionnalisées et l'application de procédures telles que la délivrance de diplômes par le biais de la validation des acquis de l'expérience<sup>1</sup>.

En premier lieu, nous constatons que l'intégration du LMD dans les cursus universitaires a bien reposé le sens et l'orientation de l'apprentissage dans les formations. Cette réforme exigeait, par exemple, une meilleure visibilité des cursus et des parcours pour l'étudiant et donc demandait aux universitaires de constituer des référentiels de formation en prise et en relation avec l'orientation de l'étudiant et le monde professionnel. Référentiels de formation, de métiers et débouchés visés, de compétences : des écarts peuvent naître selon les acceptions utilisées. Nous avons pu constater à quel point les démarches sont complexes dans un mouvement européen voire international avec l'arrivée des master. Il est difficile et pourtant nécessaire de stabiliser des fondements alors que des formations, notamment en SIC, se calent sur des métiers ou activités émergentes ou transformées : éditoriales, créatives, où les « TIC », le multi média entrent en jeu. Comment définir ce parcours entre une offre de formation, un métier en devenir et une compétence à matérialiser ? La compétence en situation et l'apprentissage incessant sont donc des vecteurs complexes et multiples dont la stabilisation notifiée, définitoire, sémantique est délicate. Comment concilier l'émergence de réalités nouvelles ou en mutation avec leur inscription normative et classifiée dans des enseignements constitués ?

Cependant la façon dont le LMD reconfigure nos parcours universitaires se voit accentuée par la mise en place de la loi portant sur la réforme des universités si prosaïquement nommée LRU.

Les rapprochements entre composantes, disciplines, universités, peuvent favoriser un renforcement d'une visibilité des SIC au sein de l'université ou encourager sa dilution. De fait les deux cas se présentent déjà selon les historiques des départements, ou UFR, au sein d'une histoire de l'université dans lesquelles elles se développent.

### ***Les rapprochements entre composantes, disciplines, universités, peuvent favoriser un renforcement d'une visibilité des SIC au sein de l'université ou encourager sa dilution.***

Face aux autres disciplines des SHS, la question est bien de voir ce que propose la discipline ancrée et constituée ou fragilisée et déstabilisée. Les lectures sont diverses, il est impensable ou inconvenant de proposer d'en faire le tour ici. Entre les métiers de la médiation, des médias, les formations constituées autour des « TIC », du multi média, de la communication des organisations, de l'édition, de l'ingénierie communicationnelle, de l'anthropologie des usages ou des pratiques, les industries culturelles, les activités d'information et de documentation etc., on voit se dessiner des contours définis et affirmés comme le préconisait d'ailleurs les tables de la loi du LMD. Reconnaissons, par contre, que si c'est le cas pour l'affichage dans les composantes, il n'en va pas toujours de même pour le contenu des formations et les diplômes proposés, sans parler de la coexistence et des liens entre les parcours professionnalisés et les parcours recherche.

A l'inverse, des formations en SIC, plus diluées, moins ancrées, moins spécifiées ou moins adossées à des écoles doctorales ou équipes de recherche perdent pied ou se voient absorber par d'autres contours disciplinaires ou la discipline devient plus adjuvante que constituante. L'enjeu réside peut-être bien dans cette direction que doivent assumer les cursus en SIC d'avoir à affirmer leur ancrage tout

en acceptant de suivre des émergences, de poser les conditions d'une réflexivité sur les pratiques, les enjeux, et les évolutions des métiers et des secteurs sans pour autant perdre ce qui détermine leur spécificité.

D'autres enjeux se posent qui concernent l'université dans son ensemble lorsqu'elle s'approprie les technologies les plus récentes pour informer et former, en répartissant au sein des cursus les ferments d'une formation à la fois collective et individualisée. L'apprentissage délivré à l'université doit aussi préparer l'apprenant à se constituer un registre d'acquis fondamentaux afin de s'adapter et de s'auto-former sur la base d'une compétence de base suffisante pour s'adapter et se situer.

Cela est particulièrement vrai pour les formations préparant à des activités appuyées sur de nouveaux outils ou de nouvelles pratiques : ingénierie, conduite de projet, multi-média, informatique et « TICE », etc. Il n'en demeure pas moins que la contradiction entre l'apprentissage individualisé, fondamental et commun ne se résout ni par l'imprécation, ni pas l'idéalisation. C'est une remise en chantier permanente que les organisations, *a fortiori* l'université, se doivent de résoudre sans toujours en mesurer les implications. Là encore il semble bien que les SIC qui ont su plutôt bien associer une exigence de réflexion théorique face à des pratiques et des activités professionnelles puissent jouer un rôle moteur à cet égard.

De la même façon, les universités pourraient prendre le risque de déléguer aux processus (parcours individualisés, constitution de référentiels, VAE) la prise en charge des aspérités entre l'individualisation des savoirs et la norme commune et collective de la délivrance des titres sous condition d'une égalité de droits. Il n'est pas impossible que les cursus en SIC sachent prendre en compte une capacité à accompagner des processus d'apprentissage permanents (notamment liés aux TIC, au numérique, mais aussi aux nouveaux défis du positionnement de la communication au sein des organisations) : l'accompagnement

étant bien une forme de médiation, de traduction d'une culture technique dans une dynamique sociale partagée et plus collective.

Il nous faut bien admettre, en effet, que les universités prennent le risque en instituant les parcours individualisés et la semestrialisation, de mettre en place un processus qui, certes, donne une capacité aux étudiants de maîtriser leur parcours d'apprentissage et de se garantir des échecs dilués, mais aussi complexifie leur intégration dans une graduation des acquis selon le rythme de chacun. Dans les cursus IUT, par exemple, la semestrialisation multiplie les barrages au passage d'un étudiant d'un semestre à l'autre par le jeu de multiples variables d'appréciation qui accentuent une pression des acquis à intégrer sur des temps courts. Lorsque les disposi-

tifs d'accompagnement et d'appui sont insuffisants, (réorientation, compensations, rattrapages, accompagnement individualisé) face aux pénuries d'horaires ou de moyens disponibles, les usagers peuvent se retrouver démunis ou désorientés face à une non automaticité d'un passage. La différenciation et l'individualisation réunies dans un cadre commun supposent la mise en place de procédures souples, de processus qui renforcent l'accompagnement de tous et de chacun qui sont encore loin d'être pris en charge dans le cadre de l'application et de l'appropriation du changement.

L'insuffisance de prise en compte de la complexité et des contradictions de cette démarche d'ensemble pose le problème du projet, de l'essence, que donnent les universités à cette forme de radicalité qu'elles ont accepté de mettre en oeuvre.

Pour les SIC, ces questions doivent se poser de façon cruciale. Entre risque de dilution, et renforcement d'une spécialité qui confirme l'ancrage de la discipline, l'enjeu central pour notre communauté n'est plus vraiment une question d'identité ni de positionnement mais bien plutôt une question d'ancrage et d'affirmation d'une spécificité. Celle-ci ne doit pas empêcher que notre discipline donne pleinement sa mesure en apportant des réponses et des réflexions face à cette autre tension que provoquent les transformations actuelles impliquées par nos multiples réformes dont l'axe majeur est d'individualiser et de spécifier l'apprentissage des savoirs alors qu'il nous faut conserver une exigence de formation collective. Les SIC pourraient bien alors apporter comme contribution, parmi d'autres, d'avoir à réfléchir à ces questions tout en leur donnant un sens.

<sup>1</sup> Cette activité s'est notamment formalisée dans des journées d'études avec la contribution de Sylvie Bourdin puis Jean Luc Bouillon. La journée organisée en mai 2002 à la MSH Paris-Nord est retraduite dans un numéro de la revue de la SFSIC, Inforcom. Les journées de Metz (2002) puis Toulouse (2004) ont donné lieu à des conférences et rapport dans les congrès et les rapports moraux de la SFSIC. Ce travail se poursuit avec la préparation de deux journées avec l'appui de Bertrand Parent, en mai puis décembre 2008, qui porteront sur les référentiels de formation et la question des compétences communicationnelles.

## La « question organisationnelle » pour les sciences de l'information et de la Communication

Christian Le Moëne, Université de Rennes 2, CERSIC/ERELIF - [Christian.lemoenne@uhb.fr](mailto:Christian.lemoenne@uhb.fr)

Y a-t-il une « question organisationnelle » pour les SIC ? Un regard jeté sur les débats et recherches des vingt dernières années atteste que cette question s'est posée à différents niveaux.

D'abord, au plan de la légitimité politique, la dimension « organisationnelle » était considérée, par tout un courant de la sociologie, comme le niveau du corporatisme<sup>1</sup>, le niveau managérial, littéralement de « collaboration de classe » et donc de perversion idéologique.

Dans une telle perspective les recherches se proposant de prendre en compte l'articulation des différents niveaux d'échelle, et pas seulement d'affirmer une relation entre le micro-niveau de l'organisation du travail et le macro-niveau du capitalisme mondialisé, étaient jugées illégitimes. De fait, ce niveau organisationnel alors souvent négligé dans les problématiques de recherches en SIC, était considéré comme relevant des « sciences » de gestion.

Il est assez frappant, par exemple, de constater que les problématiques d'études d'usages des technologies de la communication ont eu énormément de mal à prendre en compte – voire à concevoir – ce niveau organisationnel. Or il semble évident que, tant en amont dans les normes et processus de production des objets et dispositifs qu'en aval dans les

processus (et normes) de distribution et d'utilisation, la dimension organisationnelle (et pas seulement dans son aspect institutionnel) est centrale. La question organisationnelle comme problématique heuristique fait heureusement retour dans les approches des TIC.

### **Les recherches en sciences sociales ont contribué à alimenter les consultants en points de vue critiques permettant une pédagogie du changement et alimenté les managers en discours de légitimation.**

Cette question concerne également la difficile conquête de légitimité des recherches sur les communications organisationnelles dans le champ des SIC, illégitimité des recherches longtemps appuyée sur l'indistinction volontairement entretenue entre études professionnelles et recherches. Le rapport Mattelart-Stourcé de 1983 est à cet égard assez caractéristique à la fois d'une volonté de ne pas voir instrumentaliser une recherche dont on dit qu'elle « doit être importante » mais dont on ne sait pas très bien – et pour cause à l'époque – par qui et comment elle est mise en oeuvre, sinon pour affirmer qu'elle est effectuée totalement sous l'égide des directions d'entreprises. Tout semble s'être passé, durant

des années, comme si la perspective de voir se développer des recherches universitaires sur ces pratiques sociales singulières était considéré comme une façon d'ouvrir (voire de contaminer) la recherche en SIC aux problématiques managériales et patronales. Et il fallait pour cela poser que toute recherche sur ces questions ne pouvait qu'émaner ou être inspirée par les milieux managériaux des entreprises.

Dans ce contexte, un programme de recherches sur les communications organisationnelles n'avait évidemment qu'une faible chance de se voir reconnu une légitimité scientifique. C'est sans doute pour cette raison que la question des recherches « critiques », comme celle de la « démarcation » par rapport aux professionnels et consultants ont été aussi prégnantes, et en même temps sans doute, un facteur de frein considérable pour la construction et la légitimation du champ de recherches qui finira pourtant par s'imposer à la fin des années 90. Pour autant, la volonté de se démarquer des professionnels de la communication par l'adoption d'une posture idéologiquement « critique » était paradoxale et percutait la capacité du « néomanagement communicationnel » à utiliser les critiques dans la gestion du changement organisationnel, accentuant la crise de la critique. À cet égard, les travaux en communication organisationnelle, la réflexion sur la crise des probléma-

tiques critiques, l'analyse des consultants et de leur rôle ont précédé les analyses du néomanagement et du « nouvel esprit du capitalisme » comme de la « cité par projet » de Boltanski.

Au demeurant, la prétendue distance – parfois déplorée, souvent hautement revendiquée – entre les sciences sociales et l'entreprise a peut-être été un leurre : les entreprises publiques ont, depuis la libération, abondamment financé la recherche en Sciences sociales. La distance entre recherche et conseil s'est considérablement réduite : les recherches en sciences sociales ont contribué à alimenter les consultants en points de vue critiques permettant une pédagogie du changement et alimenté les managers en discours de légitimation.

Troisième dimension de cette question, la confusion, spontanée ou entretenue, entre « entreprise » et « organisation » et

la réduction systématique de la communication organisationnelle à la communication d'entreprise ont certainement ajouté de la difficulté à structurer le domaine et les programmes de recherches. Mais cela a eu un effet positif en obligeant à un effort conceptuel et épistémologique pour littéralement « élargir le champ ».

Ceci a amené à reprendre à nouveau frais la catégorie d'organisation dans sa relation à celle d'information et à en élargir l'extension et la compréhension. Il a fallu, sur la base de l'évolution des pratiques observables dans différents secteurs professionnels, dépasser la conception des organisations comme structures, pensées dans un imaginaire essentiellement spatial, pour prendre en compte la dimension organisationnelle comme processus spatiotemporel, processus de « prise de forme », d'actualisation de projets et de concepts, morphogénétique, in-formationnel.

<sup>1</sup> « L'espace naturel du corporatisme est le « mésoniveau » dont les acteurs sont de taille respectable mais n'ont pas et ne peuvent avoir de vocation « universelle » d'action dont la pertinence se mesure à l'échelle de l'ensemble social. La maîtrise du jeu social tend à passer des grands acteurs et des petits acteurs de la quotidienneté à des acteurs « moyens » (...) La promotion du mésoniveau explique en partie le rôle accru joué par la négociation dans le jeu social. » (BAREL Yves, *La société du vide*, Paris, seuil, 1984, p. 85).

## Pour une définition dynamique du symbolique

*Eric Dacheux, Université Blaise Pascal, MSH Clermont-Ferrand, équipe « Communication et Solidarité »*

**La communication est une construction de sens entre altérité radicale. Un processus symbolique. Mais que faut-il comprendre par « symbolique » ? C'est l'objet de ce texte.**

Dans l'acception la plus courante – celle que Lévi-Strauss puis Lacan ont donné à la suite des travaux de Marcel Mauss (Tarot, 2003) – le symbolique, c'est ce qui donne sens à la société. Plus précisément, le symbolique est la société qui se comprend elle-même, qui prend conscience d'elle-même. Le symbolique est la réalité sociale telle que nous la percevons. Mais si le symbolique fonde un ordre propre, c'est que les symboles ne renvoient pas uniquement à un référent, mais s'articulent les uns aux autres dans un réseau complexe de significations. Le symbolique est donc un réseau de significations que l'individu va intérioriser au cours de la socialisation, une structure sociale inconsciente qui va déterminer sa manière de comprendre le monde.

Une telle définition a l'avantage de souligner la persistance du symbolique dans nos sociétés. Cependant, comme le relève justement Castoriadis (1975), cette approche classique a tendance à figer le social, à soumettre l'individu à des structures symboliques qui lui échappent et le déterminent entièrement. Notre vision du symbolique est plus dynamique. Selon nous, le symbolique est l'articulation de

constructions<sup>1</sup> qui s'engendrent mutuellement, s'opposent, s'entrelacent. Loin d'imposer le primat absolu d'une instance symbolique sur l'autre (la raison sur le sacré, par exemple), nous les pensons en déséquilibre ; loin de les considérer comme étanches les unes autres, nous voulons mettre en lumière leurs influences réciproques.

### ***Nous partageons l'idée, commune à l'anthropologie de l'imaginaire et à la sociologie de la religion, de l'importance fondamentale de la religion dans la constitution du lien social.***

Ni domination du logos ou de l'image, ni primauté du sacré ou du profane ni règne hégémonique de la pulsion ou empire de la raison, mais conflits permanents et emprunts réciproques entre toutes ces constructions symboliques appartenant à deux pôles opposés : le pôle autonome du symbolique constitué de constructions immanentes (science, idéologie, utopie, etc.) et le pôle hétéronome composé de constructions qui font référence à la transcendance (religion, cosmogonie, mythologie, etc.).

Il y a, bien sûr, des oppositions fortes entre ces deux pôles (entre science et

Cette ouverture, largement en cours dans une multiplicité de directions et de problématiques nouvelles, contribue à l'enrichissement des réflexions sur l'objet des SIC autour de la catégorie de forme sociale : les SICS auraient pour objet commun l'étude des l'évolution et de l'émergence des formes sociales sous l'effet des processus informationnels et communicationnels, étude qui ne concernerait pas seulement les langages, discours, images, les formes sémiotiques, mais également les processus organisationnels et les objets dans l'action, les formes organisationnelles et les formes objectales.

Si le couplage cortex-silex est, selon Leroy Gourhan ce qui a permis l'émergence de l'humanité, bien en amont du langage, c'est aussi parce que c'était une espèce sociale, qui possédait des aptitudes à l'organisation. La question organisationnelle est donc bien ouverte.

religion, par exemple), mais aussi une grande porosité (des sciences se constituent autour de l'objet religion, la religion trouve dans la science de quoi mieux se comprendre, voire de quoi se justifier<sup>2</sup>). Et c'est, justement, cette circulation du croire, ces emprunts/déformations continus entre les différentes constructions symboliques qui fondent toute la richesse de la communication.

### **Religieux ou symbolique ?**

Jean-Jacques Wunenburger (1985) insiste sur le caractère hybride et plastique de l'utopie qui surgit dans le prolongement des visions religieuses de l'Eden pour devenir progressivement une construction sociopolitique autonome.

Plus généralement, nous partageons l'idée, commune à l'anthropologie de l'imaginaire et à la sociologie de la religion, de l'importance fondamentale de la religion dans la constitution du lien social. Les rapports au sacré et à la transcendance sont des éléments clefs du vivre ensemble. Le fait religieux n'est pas le fruit mécanique de rapports de production donnés. Il n'est pas davantage la conséquence de l'ignorance.

La Raison ne peut tout expliquer ou plus précisément, l'idée des Lumières selon laquelle la Raison peut juger de tout et dominer les passions est précisément, une croyance (Scubla, 2003). De même, les travaux issus de ces deux traditions de recherche convergent pour souligner

que la Modernité se traduit moins par la disparition du fait religieux que par ses mutations. Cependant, cette permanence du fait religieux n'autorise pas à substituer le terme « religion » au substantif « symbolique ». La religion n'épuise ni toutes les formes de construction collective se rapportant au transcendant ni toutes les formes de croire. Elle n'est que l'une des formes que prend la réflexivité humaine.

#### Références bibliographiques

- Castoriadis C. (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Seuil, Paris.  
 Dacheux E. (dir.) 2007, *Communiquer l'utopie : démocratie et économie solidaire*, L'Harmattan, Paris.  
 Hervieu-Léger D. (2003), "La religion mode de croire", MAUSS, N°22.  
 Scubla L. (2003), « Roi sacré, victime sacrificielle et victime émissaire », MAUSS, N°22.  
 Tarot C. (2003), « Les lyncheurs et le concombre ou de la définition de la religion quand même », MAUSS, N°22.  
 Wunenburger J.-J. (1985), « Déclin et renaissance de l'imagination symbolique », *Sociologie et sociétés*, vol.XVII.

<sup>1</sup> Nous utilisons le mot « construction » plutôt que les mots « système » ou « forme » généralement usités. D'une part, pour renvoyer à une intentionnalité immanente, même si le sens de ces constructions échappe en partie aux intentions humaines qui ont présidé à leur constitution ; d'autre part, pour inscrire ces « constructions » dans la conscience collective, même si elles s'inscrivent également dans l'inconscient collectif. Ces constructions sont, par définition, collectives, partagées, même si elles sont quelque fois référées à un fondateur unique.

<sup>2</sup> Comme le célèbre « Dieu ne joue pas aux dés » d'Einstein.

C'est ce qu'atteste l'analyse des mythologies proposées par les anthropologues et ce que suggère le travail de Danièle Hervieu-Léger : « Il y a des façons non religieuses de croire en Dieu, à l'au-delà, à la communication possible avec les morts ou à la réalité des miracles » (2003, p. 155). Dès lors, c'est bien la circulation, les emprunts réciproques entre ces modes de croire,

défend Danièle Hervieu-Léger, qu'il faut saisir, pour comprendre comment toute croyance (y compris politique et scientifique) peut devenir religieuse et inversement. Conception qui rejoint la nôtre, à ceci près que la notion de symbolique permet, justement, de penser ces interactions/transmutations du croire sans accorder de centralité, a priori, au fait religieux.

## Propagandes et autres manipulations

André Vitalis, Université de Bordeaux, EA4200 MSHA

Le mot « propagande » fait un retour en force aujourd'hui. On croyait ce mot réservé à la description de la situation de pays totalitaires, passés ou actuels. On s'aperçoit que ce mot est pourtant parfaitement approprié pour décrire certaines réalités des pays démocratiques les plus évolués. Face aux actions et aux menaces terroristes au début des années 2000, l'administration Bush et le gouvernement espagnol de José Maria Aznar n'ont pas hésité à recourir aux formes les plus grossières de manipulation de l'opinion publique. Ils ont même contrevenu à la première exigence d'une action propagandiste qui pour être efficace doit être fondée sur des données exactes et des faits avérés.

Plus de quarante ans après la publication de l'ouvrage de Jacques Ellul « Propagandes », afin d'actualiser la réflexion, nous avons organisé en novembre 2004, à l'école de journalisme de Bordeaux, une table-ronde avec la participation de Philippe Breton et d'Armand Mattelart<sup>1</sup>.

Il existe en effet dans nos démocraties, des formes plus subtiles et plus sophistiquées de propagande. L'essorage des mots et l'invention continue de novlangues sont des moyens dont l'efficacité n'est plus à démontrer, pour faire passer les vessies pour des lanternes<sup>2</sup>. La surinformation permet aujourd'hui de brouiller les cartes et de neutraliser la portée des informations dérangeantes, perdues dans l'énorme flot des informations routinières<sup>3</sup>. Plus récemment, la technique du « storytelling » (« art de raconter une histoire ») offre à la communication poli-

tique des ressources inédites en matière de conditionnement de l'opinion<sup>4</sup>.

À côté des formes grossières et sophistiquées de propagande, on observe des formes inintentionnelles de manipulation. À la différence des premières, dans ces dernières formes, la manipulation n'est pas voulue ni consciente. Elle a pourtant les mêmes effets pervers qu'une action propagandiste, en proposant une fausse représentation du monde ou, à tout le moins, une représentation partielle. Le fonctionnement habituel des médias illustre ce type manipulateur comme effet d'un système.

En effet, on oublie trop souvent que les

### **La surinformation permet aujourd'hui de brouiller les cartes et de neutraliser la portée des informations dérangeantes, perdues dans l'énorme flot des informations routinières.**

médias n'assurent pas la même couverture dans toutes les parties du monde. À côté de zones surmédiatisées, il existe des zones d'ombre. Noam Chomsky remarque que les premiers affrontements au Timor oriental qui ont fait des milliers de morts, ont été totalement ignorés<sup>5</sup>.

Si la bande de Gaza est éclairée jour et nuit ; les favellas de Sao Paulo constituent des sortes de trous noirs. Parfois, les choix idéologiques et des conformismes corporatifs empêchent les journalistes de faire correctement leur métier. Ainsi, leur a priori favorable, dans la ma-

jorité des cas, à la construction actuelle de l'Union européenne, a été justement dénoncé lors du dernier référendum sur la constitution européenne. On retrouve les mêmes a priori, à propos du progrès des sciences et des techniques.

Une analyse de contenu de la presse montre par exemple que les bienfaits des techniques de procréation médicalement assistée sont toujours mises en avant alors que leurs inconvénients sont ignorés. Dans certains cas, comme la mise en cause d'un ancien maire de Toulouse dans une affaire de mœurs, les dérapages médiatiques hallucinants qui se sont produits, ne peuvent pas s'expliquer par une volonté de nuire ou la recherche de sensationnalisme. Il faut y voir plutôt un effet du nouveau consensus compassionnel qui s'est mis en place au début des années 90, dans une société où désormais les victimes font l'objet d'une attention particulière<sup>6</sup>.

Les journalistes confortés à des événements inattendus et socialement dangereux, changent leur façon de travailler. Comme il existe « une télévision cérémonielle » selon l'expression de Katz et Dayan, il existe une télévision de crise. Un programme de recherche relatif à la marée noire de l'Erika<sup>7</sup>, a permis de la caractériser, à partir du balayage systématique des journaux télévisés de France 2 et de TF1 soit un total de 561 reportages sur une période allant de décembre 1999 à juillet 2000. Le traitement télévisuel de la crise s'intéresse simultanément à deux réalités ; celle des événements survenus mais aussi celle de la société mise

à l'épreuve. Au-delà de sa fonction informative, le média est appelé à répondre à l'inquiétude des gens.

Une crise difficilement évaluable et sans solution évidente, est génératrice d'un énorme stress. Il s'agit de dire les faits mais aussi de donner un sens aux différents événements consécutifs à la catastrophe avec des bipolarisations symboliques produisant des dualités du type victime/bourreau, héros/fléau, chaos/ordre. Le recours à deux mythes consolants obéit à la même exigence. Dans un

premier temps, c'est le mythe de la toute puissance de la technique qui est mobilisé. Des experts qui délivrent des diagnostics optimistes sont interviewés et à l'appui de leurs dires défilent à l'écran, tout un arsenal de machines et de dispositifs devant permettre d'éviter la pollution des plages : récupérateurs marins, barrages flottants, prototypes amphibies, « machines à vagues », navires de remorquage, robots, machines de pompage, matériels électroniques, etc.

Dans un deuxième temps, lorsque la technique n'a pu éviter le déversement du fioul

de l'Erika sur 500 kilomètres de côtes, on fait appel à un second mythe : celui de la solidarité humaine réparatrice. Sont alors diffusées des images où jeunes et vieux, riches et pauvres, Bretons et Auvergnats, RMIstes et patrons, CRS et jeunes « en difficulté », participent ensemble, main dans la main, aux opérations de nettoyage. On peut certes critiquer une société où la recherche du profit met gravement en cause les équilibres naturels mais cette même société est capable de susciter un élan collectif qui transcende les barrières sociales et qui va permettre de remettre les choses en l'état.

<sup>1</sup> Les contributions à cette table-ronde ont été publiées dans le 4<sup>e</sup> Cahier Jacques Ellul : La Propagande, Ed. L'esprit du temps, 2006. Sont publiés également dans ce cahier, des articles d'Ellul, notamment un article de 82 pages sur les relations publiques, paru dans l'Année sociologique en 1963.

<sup>2</sup> Cf par exemple, Hazan E., La propagande du quotidien, Raisons d'agir, 2006.

<sup>3</sup> Ramonet I., Propagandes silencieuses, Galilée, 2000.

<sup>4</sup> Salmon Ch., Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits, La Découverte, 2007.

<sup>5</sup> Chomsky N., De la propagande, Fayard 10/18, 2002.

<sup>6</sup> Erner G., La société des victimes, La Découverte, 2006.

<sup>7</sup> Vitalis A. (dir.), Le rôle d'internet dans les crises environnementales, rapport pour le ministère de l'écologie/programme de recherche CDE, 2005.

## L'École de Journalisme et de Communication de Marseille – Bref historique

Lucienne Cornu, Professeure émérite

Je me demande encore aujourd'hui, vingt six ans après sa création, quelle alchimie a suscité chez le Professeur Georges Serratrice, alors Président de l'Université Aix Marseille 2, l'idée de me confier le projet de création d'une école de journalisme ! Diplômée en Psychologie et docteur en Sciences je ne me sentais guère préparée à réaliser un tel objectif ! Mais comment refuser la « demande » de votre Président ? Ce fut le début d'une aventure aussi fascinante qu'inattendue.

Cette formation étant absente du sud de la France, cette initiative a été soutenue par les médias locaux : France 3 Méditerranée, le Centre Méditerranéen de Presse, Radio France Provence. Peut-être étaient-ils un peu sceptiques sur la personne choisie mais l'intérêt porté au projet facilita nos relations et m'apporta l'aide indispensable pour la mise en place de l'école. Je leur dois beaucoup. Ce ne fut pas tout à fait le cas pour les directeurs des écoles ayant pignon sur rue qui voyaient débarquer dans leur monde professionnel une universitaire parfaitement inconnue dans leur milieu et femme de surcroît ! S'ils m'ont toujours bien reçue, ma quête auprès d'eux, quant à la manière de réussir un tel enjeu, ne m'a guère apporté.

L'appui des médias locaux fut déterminant et, devant leur accueil je leur demandai de pouvoir effectuer, chez chacun d'eux, un mini stage afin d'avoir le « fil rouge » indispensable à l'instauration d'un dialogue avec ceux qui allaient

devenir les formateurs de mes futurs étudiants. Et le 22 Novembre 1982 était inauguré en présence de Gaston Defferre le Centre Transméditerranéen de la Communication, future Ecole de journalisme et de Communication de Marseille (EJCM). J'avais délibérément choisi ce titre, car pour moi, une école à Marseille ne pouvait qu'être ouverte sur la Méditerranée. Prémonition ?

Trois ans plus tard (la brièveté de ce délai est à souligner car il est unique dans l'histoire des écoles de journalisme) l'EJCM était reconnue par la convention collective des journalistes : elle entrait dans la cour des grandes. La rapidité de cette reconnaissance par la profession me valut, lors de la séance de remise des prix à Antenne 2 (France 2 aujourd'hui), la remarque qu'il m'avait été signé un chèque en blanc. Comme le lauréat était un de mes étudiants j'ai tout simplement répondu que le chèque me paraissait bien rempli !

En 1992 l'école fête ses 10 ans en présence de Jack Lang, ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Communication : deux des objectifs que je m'étais fixés étaient atteints : la qualité de la formation (grands prix A2, TF1, Europe1, l'Equipe...), la bonne insertion professionnelle des étudiants (Ouest France, le Monde, TF1, A2, FR3 national et régional, Radio France...).

Restait l'ouverture internationale : celle-ci fut largement facilitée par l'intérêt porté à l'école par le Ministère des Affaires Étrangères qui très rapidement répartit les sta-

ges des étudiants africains entre Lille, Paris et Marseille et m'a systématiquement associée à toutes les manifestations et rencontres organisées en France et à l'Étranger dans le domaine du journalisme. Ces missions, particulièrement celles auprès des institutions du pourtour méditerranéen, m'ont donné envie d'instaurer un réseau de relations pour capitaliser la diversité des savoirs dans les domaines du Journalisme et de la Communication en Méditerranée. En octobre 1989 était créé, à Marseille le Réseau des Centres Méditerranéens de Formation Multimédia qui réunissait dix pays de la ceinture méditerranéenne, membres fondateurs. Le choix du terme multimédia peut, avec le recul, être qualifié de *visionnaire* et le réseau a su adapter ses activités avec les réalités que ce terme recouvre aujourd'hui.

L'impact de l'EJCM est indéniable, son installation et son évolution ont été relatées dans l'ouvrage du recteur Paul Rollin *26 Siècles d'Éducation à Marseille*. L'école est aujourd'hui dirigée par Lionel Fleury, ancien Président de l'AFP, qui vient de succéder au Professeur P. Yves Badillo. Quant au Réseau, labellisé depuis 2001 par le Programme Méditerranée de l'UNESCO, ouvert depuis quelques années non seulement aux Institutions mais aussi aux chercheurs et aux étudiants, il rayonne aujourd'hui des rives de la Méditerranée à l'Amérique Latine (spécialement au Brésil) et vient de rejoindre les membres de l'Université Internationale du Multimédia (UIM).

L'aventure continue.

## Nomadisme, prophétisme et querelles de clochers en Sciences de l'information et de la communication

Serge Chaudy, Doctorant Laboratoire i3M EA 3820, ATER à l'Institut Ingémédia - Université du Sud Toulon Var - [serge.chaudy@univ-tln.fr](mailto:serge.chaudy@univ-tln.fr)

Comme l'enseigne toute l'épistémologie moderne, la scientificité d'une science se mesure pour beaucoup au degré de réflexivité critique que parvient à atteindre la communauté des chercheurs. Il me semble qu'existe au sein des Sic un hiatus pratiquement occulté et insuffisamment questionné entre les chercheurs appartenant au domaine de l'information et ceux qui orientent leurs réflexions vers la communication. Je ne saurais énoncer cette prise de position critique sans dire d'où je l'exprime.

Titulaire d'une maîtrise de sciences de gestion option marketing, riche d'un stage portant sur l'implémentation d'un système d'information décisionnel pour une collectivité territoriale, je souhaitais intégrer un DEA en sciences de l'information et de la communication intitulé Veille et intelligence compétitive. Certains enseignants préféreraient pourtant le nommer Veille, information, communication. Plus tard, je compris que cette différence d'appellation renvoyait à la présence d'un clivage entre chercheurs du laboratoire travaillant sur l'information (principalement intelligence économique et territoriale, cybermétrique, veille stratégique...) et ceux travaillant sur la communication (communication interpersonnelle, des organisations, gouvernance, communication mass médiatiques, politique...).

Cette brève anecdote inscrit ainsi dans mon parcours cette querelle, ce décalage à l'égard de la compréhension et de l'appréhension du domaine scientifique et nécessairement de la constitution des représentations qui en résultent. Comment donc faire apparaître une structure commune capable de fonder les Sic ? En effet, très rapidement, l'étudiant va devoir faire des choix (et choisir un camp ?) : celui du sujet de mémoire, du directeur de recherche, puis rapidement de son ancrage épistémologique, conditionnant la méthodologie, le choix du corpus... Face à cette liberté conditionnée, il convient de saisir les présupposés théoriques et paradigmatiques de la discipline. Ma première intuition face à la richesse de ce

champ disciplinaire (pluri céphaliques ?), presque incommensurable, renvoyait à l'idée de valoriser l'opportunité d'un nomadisme disciplinaire ou plutôt d'un chercheur nomade capable ainsi de percevoir le diatopique et le dialogique et de donner sens aux écarts différentiels. Autant d'approches, de disciplines que de domaines convoqués par les chercheurs se réclamant des Sic : anthropologie, philosophie, sémiologie, systémique, politique, sociologie, linguistique, droit, gestion... Mes recherches de DEA portaient sur la communication politique en période électorale<sup>1</sup>. Dès lors, je m'intéressais aux stratégies de communication des partis politiques, aux fondements théoriques de la communication et du marketing politique et au traitement de l'information par

### *Ma première intuition face à la richesse de ce champ disciplinaire renvoyait à l'idée de valoriser l'opportunité d'un nomadisme disciplinaire.*

les journalistes. Une observation participante en période électorale au niveau de deux partis et des stages de journalisme (en presse écrite, radio et télévision) révélaient alors le choix du terrain comme critère de scientificité. L'approche qualitative a alors été renforcée par des entretiens semi directifs auprès d'acteurs experts. Très rapidement, cette observation participante s'est transformée en recherche action posant le problème de l'objectivité et de la place du chercheur face à son objet de recherche. En effet, les mutations du marché de l'information presse, politique, organisations) dans le contexte du web participatif ont conduit à de nouveaux besoins et à de nouvelles opportunités. ATER à l'Institut Ingémédia (spécialisé dans le multimédia) et chercheur (doctorant), le réseau formé durant les premières recherches s'est avéré pertinent, principalement au niveau des stratégies liées à l'Internet.

Ainsi, à partir de la création et de l'animation d'un blog d'informations locales<sup>2</sup> (Le tambour du Var) et de la participation à la création d'une Web Tv étudiante contributive (DiwiTV), j'ai pris part à des projets tels la création et l'animation de dispositifs numériques de communication à vocation pédagogique ou politique (pour 4 candidats<sup>3</sup>), la participation à des projets de communication d'influence (Collectif pour sauver RTL Toulon, Groupe Facebook « Marseille ville propre », blog et groupe Facebook sur l'Union pour la Méditerranée<sup>4</sup>...) ou encore la création (en cours) d'un site d'information participatif animé par des journalistes professionnels (Le cri du peuple<sup>5</sup>).

Ayant ainsi multiplié les angles de réflexion, ce qui focalise désormais toute mon attention c'est la construction de l'événement (comme point d'agrégation [aggregatio] des Sic) à partir des nouveaux médias, des liens entre médias traditionnels et médias numériques et l'impact de ces mutations sur l'espace public. Anthropologie de la communication, structuralisme et systémique sont ainsi convoqués dans mes recherches.

Cette idée de nomadisme disciplinaire, me permettant de décrypter l'événement à partir de la mise à jour d'un plan commun d'immanence, doit cependant rester dans les limites de la recherche, elle doit ainsi être cohérente au regard des règles du champ, elle doit pouvoir faire l'objet d'une enquête empirique, enfin elle doit avoir une valeur explicative. En effet, on reproche souvent aux approches philosophiques, par exemple, d'être coupées du terrain et on entend souvent : « ce n'est pas un chercheur, c'est un essayiste ! » : du nomadisme au prophétisme il n'y a qu'un pas ! Au total, force est de constater que, certes, la position des Sic parmi les sciences humaines et sociales est un acquis sans cesse menacé, qui nécessite conation et réflexivité pour sa préservation, pour autant fort de sa méthode et assuré de sa scientificité, elle devrait laisser éclore les concepts pertinents à l'abri des querelles de clocher.

<sup>1</sup> Elections régionales et cantonales.

<sup>2</sup> Elections législatives.

<sup>3</sup> Elections municipales et cantonales.

<sup>4</sup> Dans le cadre des activités du réseau européen du monde de l'information.

<sup>5</sup> Projet sous la direction d'André Bercoff.

## SIC et avenir professionnel vus par un étudiant béninois

Patrick Affognon - Université Robert Schuman Strasbourg, [affognon@yahoo.fr](mailto:affognon@yahoo.fr)

Très jeune dans mon pays le Bénin, dans tous mes jeux d'enfance, j'assumais des rôles où la prise de parole, la monopolisation de la parole, la séduction par la parole étaient de mise. Mais mes talents dans les matières scientifiques ont amené mes professeurs à m'orienter vers la série D, après mon BEPC. Titulaire d'un BAC série D en 1992, j'ai commencé par travailler en tant que animateur-formateur dans une ONG (Organisation Non Gouvernementale). Deux ans après, j'ai découvert à l'université du Bénin la formation en sciences du langage et de la communication. J'ai alors démissionné de mon poste pour commencer mes études universitaires où j'ai obtenu une licence en Sciences du langage et de la Communication. Ce diplôme m'a permis d'obtenir un poste plus gratifiant : responsable chargé de communication dans une organisation non gouvernementale plus prestigieuse. Parallèlement, j'enseignais la langue française dans un collège de Cotonou (Bénin).

Dans le département des sciences du langage et de la communication tous les professeurs étaient issus de la linguistique à l'exception de deux expatriés français qui renforçaient l'équipe professorale. De plus, le personnel enseignant de ce département était vieillissant. La rencontre de deux amis étudiants en communication en France m'ont révélé l'insuffisance de la formation reçue en communication. C'est alors que j'ai pris la décision de venir poursuivre mes études en communication dans ce grand pays qu'est la France.

Après mon master recherche en information, communication et société, et fort des recherches que j'ai menées sur le thème – La prévention et la gestion des conflits dans les entreprises multiculturelles : les enjeux de la communication interne –, j'ai découvert d'autres dimensions beaucoup plus nobles des sciences de l'information et de la communication.

Durant toutes ces formations et expériences vécues en communication, ma vision des sciences de l'information et de la communication a sérieusement évolué. Les sciences de l'information et de la communication sont aux sciences humaines ce que les mathématiques sont aux sciences techniques. Les sciences de l'information et de la communication sont une science transversale qui puise ses ressources dans toutes les autres disciplines des sciences humaines : la sociologie, la psychologie, l'anthropologie, l'ethnométhodologie, la pragmatique, la

linguistique, l'analyse des discours, etc. De plus, les domaines d'intervention des sciences de l'information et de la communication sont multiples et très diversifiés. Elles interviennent dans tous les domaines de la vie économique, sociale, politique, professionnel, religieux, familial, etc. C'est vrai, lorsqu'on parle de la communication, le citoyen ordinaire, *a priori*, ne fait référence qu'aux médias et dans une certaine mesure à la politique. Mais dans la réalité, c'est une discipline qui pilote d'innombrables activités humaines.

**Le constat est, on ne peut plus clair : la communication d'entreprise est très demandée. La gestion des groupes, le management des équipes, le travail collaboratif a été présentée par le patronat béninois comme le problème numéro un des entreprises.**

L'avenir professionnel est une préoccupation constante que l'on retrouve chez tous les étudiants. Cette préoccupation s'accroît surtout lorsque l'étudiant poursuit ses études en thèse.

Le motif de la thèse varie en fonction des étudiants. Chez certains de mes collègues doctorants étrangers, la thèse est un parchemin qui permet d'atteindre très vite le sommet de la hiérarchie de leur pays respectifs. Pour d'autres, il s'agit d'atteindre un objectif d'adolescent ou d'obéir à une folie des grandeurs : être enseignant à l'université. Entre ces deux opinions, cohabitent d'innombrables raisons qui motivent les étudiants étrangers à s'inscrire en thèse.

Si mon inscription en thèse est liée en grandes parties aux deux premières raisons citées plus haut, c'est pour être un leader d'opinion dans mon pays le Bénin qui regorge de cadres très talentueux mais vieillissants. Aussi, mon inscription au doctorat en sciences de l'information et de la communication me permettra de renforcer les capacités du corps professoral du département des sciences du langage et de la communication de mon pays. J'ai très peu d'amis français en thèse. La plupart des jeunes français préfèrent les formations professionnelles : licence professionnelle, master professionnel ou diplôme d'ingénieur. La France offre plus de facilités sur le marché de l'emploi, dans le monde de

l'entreprise et de l'industrie. Avec un diplôme professionnel bac + 5, le Français gagne une fois et demi au moins le salaire de son supérieur de niveau bac + 8. Pire, le jeune docteur a beaucoup du mal à trouver une place dans une université ou un organisme de recherche convaincant.

Aussi, reconnaissons qu'avant d'obtenir le grade de docteur, il faut affronter 3 ou 4 ans de galères, de soucis permanents, d'incertitudes et d'anxiétés. En effet, lorsqu'on s'engage dans « une relation avec la thèse » surtout dans des condi-

tions financières délabrées (sans aucune subvention), il est pratiquement impossible de savoir à l'avance à quoi s'attendre. *A priori*, on ne peut savoir, même avec un planning bien établi, si on ira jusqu'au bout. Plusieurs fois dans le courant de la première année, de nombreux amis ont tenté de me convaincre d'abandonner cette formation qui m'est si chère. Mais dopé de courage et de « jusqu'au-boutisme », enveloppé par le patriotisme et le sens des résultats, je retrouve les chemins de la recherche. Dans cette condition, il est impossible de faire une thèse de façon isolée. Il faut une bonne solidarité entre les doctorants, une collaboration sans faille, un esprit d'équipe, une entraide mutuelle pour surmonter les vicissitudes de la thèse.

Pendant toutes ses années de galères, le doctorant est soumis à beaucoup de sacrifices. Faire une thèse, c'est souffrir ; c'est se priver des merveilles de la vie. Entre les travaux au laboratoire, les lectures et le terrain, le doctorant a très peu de temps à consacrer à lui-même : il se banalise, il se néglige. La majorité des étudiants en thèse n'ont pas de copine. Les filles n'aiment pas que leur homme les entraîne à cette vie sans vie. Pas de temps pour les promenades, pas d'argent, pas de vacances. Obligé de faire les petits boulots en parallèle, le doctorant perd progressivement le goût pour la mode, la vie à deux, etc. La thèse occupe toute sa vie. Il ne raisonne que par la thèse.

J'ai peut-être caricaturé, mais c'est la réalité que vit la majorité des doctorants. Le statut d'étudiant étranger complique encore la situation. Je suis loin de mes parents, de mes amis, de ma famille. Régulièrement, j'ai le sentiment d'être dépaycé. La chaleur africaine, mes origines, et ma culture me manquent. Pour me consoler, je me baigne de temps en temps dans la musique africaine, dans la

cuisine béninoise, puis en été dans les beaux costumes béninois. Cela m'apporte beaucoup de réconfort et de courage. Après mes trois années de thèse, je me retrouverai face à une grande problématique : l'après thèse. Vu toutes les difficultés que je viens d'énumérer, il serait suicidaire que l'incertitude plane encore après ma thèse. L'obtention de la thèse n'est qu'une bataille de gagnée. L'autre bataille, sans doute la moins asphyxiante, mais la plus démoralisante, est celle du travail. Comment s'insérer dans la vie professionnelle après une thèse en sciences de l'information et de la communication ? Les premières opportunités sont sans doute les domaines qui ont rapport au sujet de thèse du jeune docteur. Généralement les métiers qui embauchent les communicateurs sont les médias, la politique, les organisations non gouvernementales, les institutions internationales. Mais ces secteurs embauchent très peu de docteurs. Certains affirment que le diplôme est trop élevé pour les postes à pourvoir ; d'autres par contre ont peur pour leur place. Les institutions internationales qui emploient les docteurs exigent une expérience professionnelle de 5 à 10 ans. Également, il n'est pas facile de trouver une place dans une université.

Pour éviter ces nombreux pièges, j'ai procédé par anticipation. Avant de proposer mon sujet de master 2, je suis rentré en contact avec les cabinets de recrutement, les agences de communication, les écoles de commerce de mon pays pour avoir une idée sur les secteurs d'avenir de la communication au Bénin. Aussi, j'ai pris contact avec certaines entreprises et institutions nationales. Le constat est, on ne peut plus clair : la communication d'entreprise est très demandée. La gestion des groupes, le management des équipes, le travail collaboratif a été présentée par le patronat béninois comme le problème numéro un des entreprises. Il a également exhorté l'université et les écoles de commerce à proposer dans formations dans ce sens. Profitant par ailleurs de ces informations, j'ai orienté mon sujet de master 2 sur la communication interne de l'entreprise. Poursuivant toujours mes investigations, j'ai constaté que l'émergence du Bénin et son succès sans cesse renouvelé de la démocratie a définitivement rassuré les investisseurs qui n'hésitent plus à s'y installer. Les *best practices* qui ont fait le succès des entreprises occidentales sont déjà d'actualité au Bénin. Ainsi, les formations en Supply Chain Management et en Project Management sont

très demandées. Aujourd'hui, j'ai réussi à évacuer la peur de l'après thèse. Je suis rentré en contact avec beaucoup d'entreprises occidentales installées au Bénin. Elles sont très intéressées par ma double formation : management des projets industriels et logistique ; puis communication interne d'entreprise. Ainsi, je m'engage résolument dans la recherche action.

Je me suis fixé un objectif : travailler pendant cinq ans dans une entreprise où j'aurai à affronter le monde industriel dans toute sa transversalité. Ce premier objectif atteint, j'installerai un cabinet pour faire du consulting tant en communication, en gestion des projets, qu'en logistique globale. Parallèlement, je donnerai des cours de communication à l'université du Bénin. Le salaire insuffisant de l'enseignement à l'université sera ainsi compensé par mes revenus au cabinet. Cela me permettra d'effacer mes années de souffrance en France. J'ai également l'intention d'écrire des ouvrages de communication d'entreprise pour participer à l'évolution de cette discipline au Bénin et en Afrique Noire, et dans le monde.

## Mobilité, interdisciplinarité et opportunités

*Benoît Cordelier - Professeur à l'UQAM*

Après avoir réalisé une thèse<sup>1</sup> en sciences de l'information et de la communication dirigée par Gino Gramaccia portant sur le changement organisationnel au sein du GREC/O (CEMIC, EA 4200), j'ai rejoint en tant que professeur l'équipe du département de communication sociale et publique et la Chaire de relations publiques et de communication marketing de l'Université de Québec à Montréal (UQAM)<sup>2</sup>.

En 2004, selon le Céreq<sup>3</sup>, 17 % des docteurs en lettres et sciences humaines et 11 % en droit, gestion et sciences économiques étaient au chômage trois ans après la soutenance. Dans un contexte universitaire agité, il apparaît difficile, aujourd'hui peut-être encore plus qu'hier, d'intégrer l'enseignement et la recherche dans l'Université française. Mais les opportunités peuvent également se chercher à l'extérieur. Non pas tant dans le secteur privé – où le doctorat n'est pas forcément bien perçu des entreprises – qu'à l'étranger dans des pays où les opportunités de carrière universitaire sont plus ouvertes, où le doctorat, s'il est bien intégré dans un parcours peut apporter une nouvelle dimension à des

ambitions professionnelles. Un goût pour l'expérience internationale m'a amené à compléter des études en gestion par un DESS en management international au Centre Franco Ibérique (IAE - Université Montesquieu, Bordeaux IV). Mais cela n'a pas été pas suffisant pour retrouver professionnellement la porte des frontières hexagonales. Quelques années plus tard, DEA en Sciences de l'Information et de la Communication de l'Université Michel de Montaigne (Bordeaux 3), mené en parallèle d'une activité professionnelle à temps plein, m'apparaît alors comme un moyen d'ouvrir des perspectives à un quotidien d'entreprise parfois sclérosant. Mais il reste la question de la valorisation d'une formation en gestion dans le champ des SIC tout en restant proche des préoccupations de l'entreprise. Cette expérience doit en effet rester profitable en termes de retour sur un marché du travail pour le moins frileux en ce qui concerne les études doctorales.

Sur le plan académique, l'interdisciplinarité des SIC se prête à cette pollinisation croisée. Il s'est agi alors pour moi de combiner les préoccupations opérationnelles de l'univers des entreprises avec des pro-

blématiques plus typiquement SIC. Mon mémoire de DEA portera sur la gestion de la relation client et Internet. La richesse du contenu de la formation et la stimulation de l'exercice de la recherche finissent de me gagner aux études doctorales. Comment continuer alors de combiner ce nouvel intérêt pour la recherche et la nécessité de rester dans l'entreprise ? Le mécanisme de la CIFRE<sup>4</sup> apparaît à cet effet comme une évidence, mais faut-il encore trouver une entreprise intéressée<sup>5</sup> par ce type de projet. De longues démarches finissent par aboutir à la signature d'un contrat de chef de projet dans un groupe international de vins et spiritueux et à un changement complet du sujet de thèse.

D'autre part, la préparation aux métiers de l'enseignement universitaire passe également par une pratique pédagogique de terrain. Entre 2003 et 2008, j'ai pu ainsi être chargé d'enseignement vacataire à l'IUT Bordeaux 1 puis ATER à l'Institut de Sciences de l'Information et de la Communication (ISIC, Bordeaux 3). C'était l'opportunité de connaître la réalité du métier d'enseignant et chercheur universitaire. Marketing, gestion de projet, théorie des organisations, économie d'entreprise,

méthodes d'enquête : la diversité et l'exigence des étudiants m'ont permis de mettre à l'épreuve et de conforter mon intérêt pour ce nouveau métier. Cependant, en 2007, l'UQAM, à l'initiative du département de communication sociale et publique, lance un nouveau programme de baccalauréat<sup>6</sup> en communication marketing sous la direction conjointe de Ecole des Sciences de la Gestion (ESG) et de la Faculté de Communication.

A cette occasion, l'UQAM avait besoin de recruter un professeur capable de faire le lien entre ces deux univers pour co-diriger le baccalauréat et le centre d'études en communications marketing. Ce sera également pour moi l'occasion de renouer avec mon ancienne thématique de recherche sur les TIC et la marchandisation du lien social<sup>7</sup>. Expérience à la fois de l'entreprise et de l'enseignement universitaire, formation en gestion et doctorat en com-

munication sont les éléments qui ont fait la différence dans mon CV pour l'obtention de ce poste. S'il est encore trop tôt pour tirer des conclusions sur mon expérience québécoise, je ne peux néanmoins que conseiller aux jeunes docteurs français de surveiller les opportunités de recrutement des différentes universités québécoises. Des offres pour de nouveaux postes très ciblés apparaissent régulièrement et la langue n'est pas une barrière à l'intégration.

<sup>1</sup> CORDELIER Benoit, Logiques de transaction en innovation organisationnelle - Vers une heuristique sociotechnique du projet, thèse de doctorat inédite, université Michel de Montaigne - Bordeaux 3, 2007.

<sup>2</sup> UQAM : <http://www.uqam.ca>

Chaire de relations publiques et communication marketing : <http://www.crp.uqam.ca>

Département de communication sociale et publique : <http://www.dcp.uqam.ca>

<sup>3</sup> Centre d'études et de recherches sur les qualifications

<sup>4</sup> La CIFRE est une convention tripartite (entreprise, candidat et laboratoire) qui permet de subventionner le recrutement d'un thésard en entreprise. Pour plus d'informations, consulter le site de l'Association Nationale de la Recherche Technique (ANRT, <http://www.anrt.asso.fr>).

<sup>5</sup> Lire à ce sujet l'article de Laurent Morillon « De l'idylle au détournement, quels apports des CIFRE en Sciences de l'Information et de la Communication ? », in Actes du 16<sup>e</sup> congrès SFSIC « Les sciences de l'information et de la communication : affirmation et pluralité », Compiègne, 11 au 13 juin 2008.

<sup>6</sup> Equivalent de la licence.

<sup>7</sup> CORDELIER Benoit, TURCIN Karine, « Utilisations du lien social sur l'internet comme élément fidélisant à une marque - Les exemples de Coca-Cola et d'ESP », Communication & Organisation, n°27, Bordeaux, 2005, pp. 46-60.

## Approche communicationnelle dans un projet engageant

Isabelle Pybourdin - Doctorante, laboratoire I3M- Université du Sud Toulon Var - [isapy@wanadoo.fr](mailto:isapy@wanadoo.fr)

Les sciences de l'information et de la communication sont, à mon sens, des sciences universelles qui questionnent des problématiques liées à l'inscription de l'Homme dans la sociabilité.

Gestionnaire de formation, j'ai tout naturellement suivi un cursus en sciences humaines et sociales lors de ma reconversion professionnelle dans le milieu éducatif. Les sciences de l'éducation m'ont éclairée sur les théories de l'apprentissage et m'ont permis de comprendre ce qui se joue dans les difficultés des élèves. Elles me semblaient cependant insuffisantes pour aborder la question de la construction des relations sociales, notamment au travers de la communication interpersonnelle.

Pour moi, les Sic représentent l'ouverture, elles permettent de croiser les regards disciplinaires sur un même objet d'étude et autorisent un pluralisme méthodologique. Elles m'ont offert une passerelle entre les approches explicative et compréhensive, car l'Homme ne saurait se réduire à des données quantitatives. Je me suis ainsi concentrée sur une approche herméneutique du social avec, notamment, l'anthropologie de la communication. Mes diverses lectures dans le champ des Sic ont ainsi participé à l'évolution de mon regard sur le monde en me sortant du positivisme du gestionnaire. C'est sur les mots, le langage, les actes de langage et les contextes que je porte mon intérêt en considérant que

le dire est aussi du faire et qu'il invite à l'interprétation. Je considère que la relation à Autrui est constituée de médiations pour construire du sens dans une situation d'inter énonciation. Avec les Sic, je suis entrée de plein fouet dans le paradigme de la signification.

Au cours de ma recherche doctorale<sup>1</sup>, j'ai interrogé les actes de communication dans l'organisation Education nationale et croisé mes regards pluridisciplinaires pour aborder la question du sens, du lien social et de l'action. Désormais, je crois au changement porté par la conversation<sup>2</sup> des acteurs du quotidien au détriment d'un changement imposé par la hiérarchie. Quand je propose le concept de « projet engageant » pour penser la co-formation des enseignants, c'est à l'intentionnalité des acteurs que je fais référence et à leur capacité de s'engager dans l'action par le discours.

Sur le plan professionnel, cet éclairage participe de l'évolution de mon attitude. Enseignante, je développe une conception différente de l'éducation qui se fonde

non seulement sur les savoirs mais aussi sur la communication, l'établissement d'une relation de confiance et de réciprocité autour de projets pédagogiques partagés par tous les acteurs de la communauté éducative, y compris les élèves ou les étudiants. C'est en ce sens que je m'intéresse à l'intégration des technologies de l'information et de la communication (Tic) dans le système éducatif



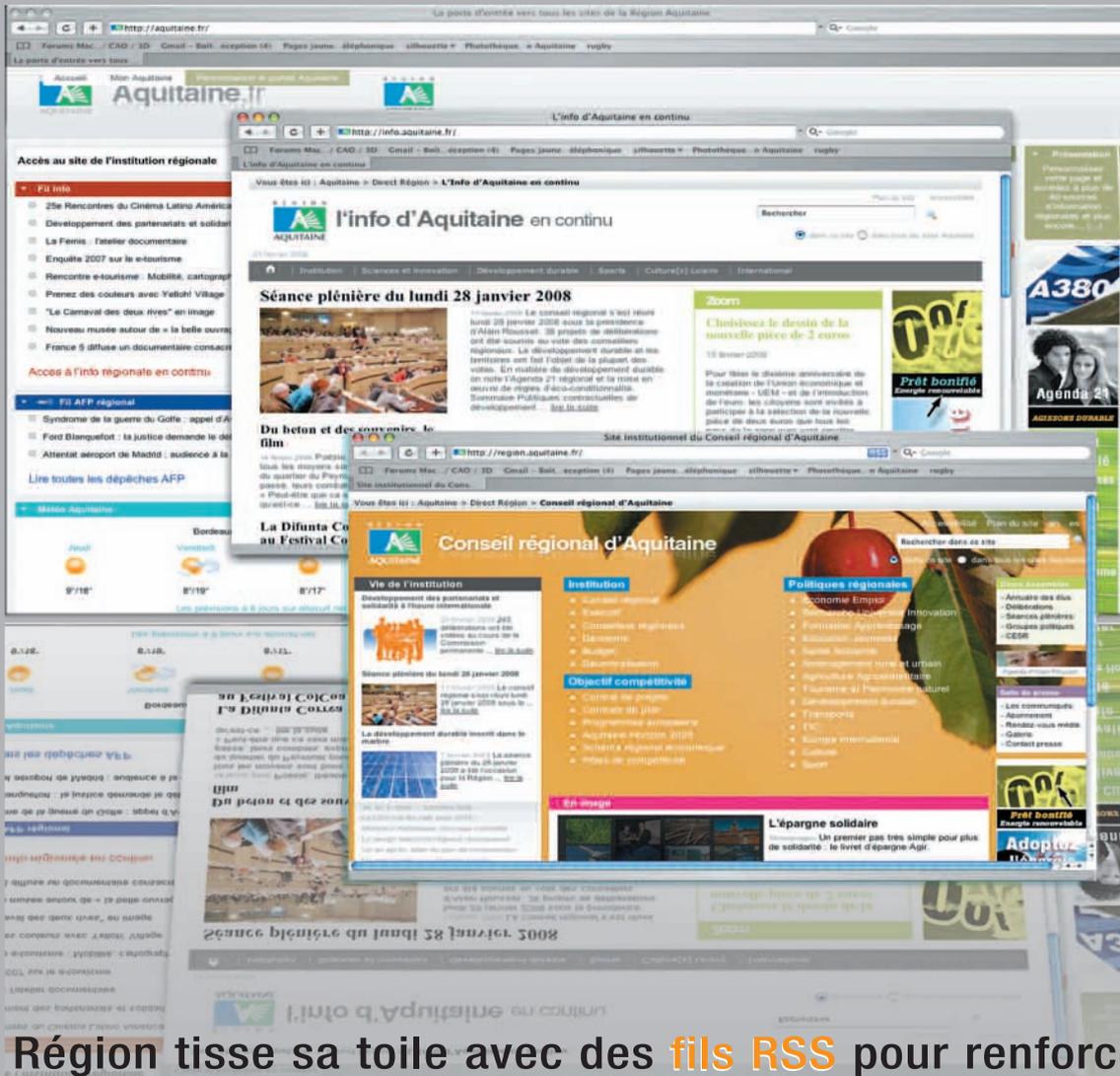
Environs de Madrid

et notamment au processus « d'accompagnement » entre pairs. L'apport d'un point de vue en Sic sur la formation des enseignants à l'usage des Tic en situation pédagogique peut contribuer à dépasser les limites d'une approche systémique ou cognitiviste.

<sup>1</sup> « Appropriation des technologies de l'information et de la communication (Tic) : le cas d'un « projet engageant » conduit au sein d'une institution éducative du premier degré. Approche communicationnelle, « accompagnement », médiations. »

<sup>2</sup> Ce terme est employé en référence aux travaux de James Taylor (1993) publiés dans la revue Communication et organisation du Grec/o, n°3, pp 51-93 : « La dynamique de changement organisationnel : une théorie conversation/texte de la communication et ses implications ».

# L'Aquitaine, en Deux Point Zéro !



La Région tisse sa toile avec des **fil RSS** pour renforcer la communauté des contenus et ouvre quatre nouveaux sites pour mieux informer et dialoguer avec les Aquitains.

> <http://aquitaine.fr>

la porte d'entrée vers tous les sites de la région à personnaliser avec MonAquitaine

> <http://region.aquitaine.fr>

l'affirmation politique de la vie institutionnelle

> <http://info.aquitaine.fr>

le quotidien dynamique de l'actualité régionale

> <http://contributions.aquitaine.fr>

l'expression libre des Aquitains pour participer à l'orientation de l'action régionale



[aquitaine.fr](http://aquitaine.fr)